

Armée.

1930

MM.

Comte d'ALSACE, prince d'HÉNIN.
BERGER (Pierre).
BESNARD (René).
Comte DE BLOIS.
Général BOURGEOIS.
BRUGUIER.
Chaumet CAILLAUD (Joseph).
DANIEL-VINCENT.
DUPREY.
EDMOND CAVILLON.
FAUGÈRE.
GAUDAIRE (Gaston).
Comte d'HARCOURT.
HAYEZ.
Général HIRSCHAUER.
JOVELET.
DE LANDEMONT.
LAUDIER.

MM.

LEBBERT.
LEBRUN (Albert).
LECOURTIER.
LE MOIGNIC.
Comte DE LEUSSE.
LOUBAT.
MAUGER.
MENIER (Gaston).
MESSIMY.
DE MONTI DE REZÉ.
MORAND.
PAUL FEUGA.
PAUL PELISSE.
PENANCIER.
PUIS.
RENÉ RENOULT.
SABATERIE.
Général STUHL.

Armée.

1931

MM.

Comte d'ALSACE, prince d'HÉNIN.
BERGER (Pierre).
BESNARD (René).
Comte DE BLOIS.
Général BOURGEOIS.
CHAUMET.
DALBIEZ.
DANIEL-VINCENT.
DUPREY.
EDMOND CAVILLON.
FAUGÈRE.
J. L. Esping GAUDAIRE (Gaston).
Comte d'HARCOURT.
HAYEZ.
Général HIRSCHAUER.
JOVELET.
DE LANDEMONT.
LAUDIER.

MM.

~~LEBBERT~~ (Albert).
LECOURTIER.
LE MOIGNIC.
Comte DE LEUSSE.
LOUBAT.
MAUGER.
MENIER (Gaston).
MESSIMY.
DE MONTI DE REZÉ.
PAUL FEUGA.
PAUL PELISSE.
PENANCIER.
PUIS.
RENÉ RENOULT.
Général STUHL.
VIOLETTE.
VOILIN.
DE WENDEL.

SECRET

Questionnaire relatif à la défense de la Tunisie et, d'une façon générale, de l'Afrique du Nord.



- I - Quelles sont les mesures prises en vue d'une attaque de l'Afrique du Nord et, plus spécialement, de la Tunisie par voie de terre ? mobilisation, mesure de police etc...
- II - Quelles sont les mesures prises pour le transport en Tunisie d'effectifs importants en provenance tant d'Algérie que du Maroc.

Les communications tant ferrées que routières entre la Tunisie et l'Algérie sont restées longtemps plus que médiocres; la seule voie ferrée actuellement existante, ligne Alger-Tunis, est d'un rendement extrêmement faible et ne permettrait qu'un très lent acheminement des troupes: il faut donc prévoir d'autres liaisons

- a) la jonction prévue par voie ferrée entre Tebessa-Kalaa Djarda est-elle en voie de réalisation ?

Quel est le terme probable des travaux ?

- b) Quelles sont les routes joignant l'Algérie et la Tunisie qui pourraient permettre le transport des troupes cheminant par voie de terre soit à pied, soit en camion automobile.

- III - Quels sont les approvisionnements en matériel et particulièrement en munitions dont pourrait disposer en cas de conflit l'isolant de la métropole, l'Afrique du Nord ?

- IV - Quelles sont les dispositions générales prises pour la défense des côtes de l'Afrique du Nord, et particulièrement du noeud ferré d'Alger ou convergent toutes les voies de nos trois grandes possessions africaines?

- V - Quelles sont les mesures prévues, en particulier pour la défense de la frontière sud de la Tunisie, face à la Tripolitaine.

SÉNAT

*Membres nouveaux*

*M. René Besnard**Bruguier**Faugère**Laudier**Le Moignon**de Montl. & Rézé.*

Commission de l'Armée

—

1930.

—

Séance du Vendredi 31 Janvier

La séance est ouverte à 14^h 30.

Présents : M. M. A. Lebrun, P. Berger, J. Menier,
Jl Hirschauer, Ct S'Alsace, Penancier, Hayez, Ouis,
Z. Funga, Ct L. Lécusse, Lecourtier, Messimy, Mangot,
Ct S' Harcourt, René Renoult, Coulat.

Excusé : M. L. Ct L. Blis.

I. Présidence de M. L. Ct S'Alsace, Président d'âge

Nomination
du Bureau
de Commission.

M. L. Ct S'Alsace, président d'âge, prend place
au fauteuil et fait connaître en l'ordre du jour point
la nomination du Bureau

M. L. Jl Hirschauer — Le propose et réclame
par acclamations le bureau sortant.

Le Bureau sortant est réelu par acclamations.
En conséquence sont nommés :

Président : M. Albert Lebrun

Vice Présidents : M. M. Gaston Menier
Pierre Berger

Secrétaires : M. M. L. Ct S'Alsace
Paul Pelisse.

M. L. Président Albert Lebrun prend place au
fauteuil de la présidence.

II. Présidence de M. Albert Lebrun.

Allocution

de M. Albert Lebrun

En reprenant possession du fauteuil de la présidence, M. Albert Lebrun a prononcé le discours suivant :

« Mes chers collègues,

» Laissez-moi tout d'abord, au nom de nos collègues du bureau que vous venez de réélire et au mien, vous dire une fois de plus notre gratitude pour la confiance que vous voulez bien nous marquer. Nous nous efforçons de continuer à la mériter par notre application et notre impartialité dans la préparation et la direction de vos travaux.

» Vous me permettrez d'adresser nos salutations cordiales à nos nouveaux collègues : MM. René Besnard, Bruguière, Faugère, Laudier, Le Moigne, de Monti de Rézé, dont l'entrée dans notre commission nous sera précieuse à plus d'un titre.

» Avec l'année qui vient de finir et le vote de quelques lois annexes, on peut dire que le nouveau statut général de l'armée, sur la base du service actif d'un an, a été définitivement arrêté. A la vérité, il n'est pas encore entré en pleine application, et déjà les critiques s'élèvent contre lui. Des livres sont publiés, des enquêtes sont ouvertes dans d'importantes revues, où l'on s'efforce de préciser les causes de ce qu'on appelle « le malaise de l'armée » et où l'on recherche si vraiment les dispositions adoptées répondent bien aux exigences de notre sécurité, à nos ressources en argent et en hommes, aux besoins de notre production, aux principes de notre démocratie.

» Sans prétendre que les textes législatifs qui régissent notre organisation militaire soient définitifs, surtout dans la période de transition que nous traversons, il faut pour-

tant reconnaître qu'ils ont été adoptés après les débats les plus complets, les plus consciencieux, où les diverses doctrines ont pu s'affronter librement, et il semble bien que ce qui importe surtout aujourd'hui, c'est d'en assurer l'application loyale.

» Après les dix années d'après-guerre qu'elle vient de vivre et où, par les variations de régimes qui se sont succédés, par les opérations sur les théâtres d'opérations extérieurs, par l'occupation en pays ex-occupés, par les changements incessants de garnisons à la suite de la suppression d'unités, notre armée a été, on peut le dire, en mouvement perpétuel. Ce dont elle a besoin surtout aujourd'hui, c'est de calme, de repos, de stabilité, de fixité.

» Notre commission suivra attentivement les développements de son organisation nouvelle, toujours prête à éclairer le Sénat sur les améliorations qui pourraient se révéler à l'usage. Elle portera son attention sur d'autres questions, non moins essentielles à la défense nationale : celles qui touchent aux approvisionnements en armes, matériels et munitions. Plusieurs de nos collègues ont bien voulu nous faire des rapports sur elles; je les prie de reprendre leurs études au point où ils les ont laissées et, après une mise à jour, de nous apporter ici le résultat de leurs investigations.

» Enfin, le Sénat a voté récemment, après un débat un peu rapide, un important projet d'organisation défensive des frontières. Est-il complètement adapté aux besoins de notre sécurité, et tient-il un compte exact de toutes les situations qui se révèlent au dehors? Autant de questions qui sollicitent notre attention et dont notre commission, fidèle à un passé de labeur passionné et de vigilant attachement à la sécurité de la patrie, poursuivra l'examen en toute indépendance, en toute sérénité. » (Applaudissements prolongés.)

Désignation
de Rapporteurs.

M. Messimy et M. Lyautey comme Rapp. de la 1^{re} L. modif.
le 56 de l'art. 45 de la loi de recrutement.

3
défense
des frontières de l'Est
et de la Tunisie.

M. J. Caillaux — Je voudrais profiter de la réunion de la Commission pour attirer son attention sur la question de la défense de notre frontière du Sud-Est, qui, je l'avoue, me donne quelque appréhension.

Sans doute notre frontière des Alpes est fortifiée, mais celle du littoral et de la Corse sont beaucoup moins protégées. D'autre part, l'Italie a fait un grand effort pour la marine et son aviation. Nos grandes villes, celles qui Marseill, Nice, Toulon doivent être défendues, car la Sonnerie de situation peut être aujourd'hui sur d'autres frontières qui dans le passé. Je serais donc heureux de recevoir des apaisements à ce sujet.

M. le g^l Bourgeois — Je suis tout étonné de l'avis de M. le Président Caillaux. En 1924, l'Italie a fait un regroupement de ses forces qui est nettement dirigé contre nous. On l'oublie pas.

M. le g^l Mischauer — Nous avons fait, en Octobre dernier, M. Berger et moi, une tournée sur la frontière de l'Est. Il nous a été permis de visiter celle du Sud-Est, les Alpes. Nous irons au beau temps. Mais il est une autre frontière dont nous devons aussi nous préoccuper, celle de la Tunisie. J'ai eu il y a quelques temps une conversation à ce sujet avec M. Manceron, Résident général, qui a confirmé certains de mes appréhensions sur les armements importants de l'Italie en Libye, surtout en ce qui concerne la chasse.

Mon fils s'en est fait deux fois le tour de la Méditerranée et en, la dernière fois l'impression qu'il y avait peu de chose de changé en Tripolitaine. Beaucoup de travaux ont été effectués, en particulier des routes vers

le sud et vers l'ouest. Il y a lieu de noter que la jeunesse italienne à Tunis a été éduquée dans les écoles italiennes et est imprégnée de l'esprit fasciste.

Il faut donc nous préoccuper de nos frontières tunisienne et algérienne, d'autant qu'une action vigoureuse menée le bon avec succès, d'une façon inattendue, pourrait avoir de graves conséquences et un retentissement énorme jusqu'en Maroc.

M. Berger — J'ai fait, il y a trois ans, un exposé sur la nouvelle orientation des forces italiennes en vue d'offensives futures éventuelles. Je dois retourner prochainement en Italie. Je dirai à la Commission ce que j'aurai vu.

Ceci est sûr, c'est que l'armée italienne fait d'énormes progrès, qu'il n'est pas permis d'ignorer.

M. le 1^{er} Hierchaux — J'ai été frappé, pendant la guerre, de la qualité des états majors italiens.

M. Messimy — La situation qui vient d'être exposée m'aurait été signalée de divers côtés. Ceci inquiète le plus les Tunisiens, c'est l'absence de liaison par voie ferrée entre la Tunisie et l'Algérie. Il n'y a qu'une ligne ferrée, celle de la Méditerranée, et elle ne permet que le transport de 3 bataillons par jour. Ainsi le réseau d'hommes considérable de l'Algérie se trouve isolé de la Tunisie. Cette question est étudiée à l'Etat major du 19^e C.A., mais l'étude va continuer de durer longtemps. Et la question est d'autant plus délicate que l'Algérie s'oppose à la création de lignes nouvelles, car avec les lignes l'Al-

5
cuation des minerais algériens se fera à Tunes
et Sfax.

Il serait essentiel d'aboutir à une solution.

M. le Président - Nous allons charger
M. Mesmay d'élaborer un questionnaire que
j'adresserai à M. le Ministre de la guerre, et M. Berger
nous fera, d'autre part, un compte rendu à son
retour d'Italie.

Nous pourrions d'ailleurs trouver des matériaux
très importants dans le rapport qui a été fait sur cette
question par le Commandant de la marine, et
M. le Général Bergey nous documentera pour la
partie aviation.

La séance est levée à 15 h 35.

N.B. - Comme suite à la délibération ci-dessus,
le questionnaire suivant a été adressé à M. le Minis-
tre de la Guerre :

SECRET

Questionnaire relatif à la défense de la Tunisie et, d'une
façon générale, de l'Afrique du Nord.

- I - Quelles sont les mesures prises en vue d'une attaque de l'Afrique du Nord et, plus spécialement, de la Tunisie par voie de terre ? mobilisation, mesure de police etc...
- II - Quelles sont les mesures prises pour le transport en Tunisie d'effectifs importants en provenance tant d'Algérie que du Maroc.

Les communications tant ferrées que routières entre la Tunisie et l'Algérie sont restées longtemps plus que médiocres; la seule voie ferrée actuellement existante, ligne Alger-Tunis, est d'un rendement extrêmement faible et ne permettrait qu'un très lent acheminement des troupes: il faut donc prévoir d'autres liaisons :

T.S.V.P.

2/

a) la jonction prévue par voie ferrée entre Tebessa-Kalaa Djarda est-elle en voie de réalisation ?

Quel est le terme probable des travaux ?

b) Quelles sont les routes joignant l'Algérie et la Tunisie qui pourraient permettre le transport des troupes cheminant par voie de terre soit à pied, soit en camion automobile.

III - Quels sont les approvisionnements en matériel et particulièrement en munitions dont pourrait disposer en cas de conflit l'isolant de la métropole, l'Afrique du Nord ?

IV - Quelles sont les dispositions générales prises pour la défense des côtes de l'Afrique du Nord, et particulièrement du noeud ferré d'Alger ou convergent toutes les voies de nos trois grandes possessions africaines?

V - Quelles sont les mesures prévues, en particulier pour la défense de la frontière sud de la Tunisie, face à la Tripolitaine.

2/ 7
Séance du mardi 12 mars.

Présidence de M. Albert Leduc

Présents : MM. Leduc, Gt. Stoll, Lt. Bourgeois,
Hayez, Messimy, Gt. Hirschauer, Landrieu, Jorelet,
de Monti & Rizi, Feuga, Faugère, Gaudaire.

La séance est ouverte à 14^h 30.

Désignation
de Rapporteurs.

M. le Président donne lecture d'une lettre
de M. Messimy qui demande que lui soit confié
à l'avenir, en qualité de Rapporteur, tous les projets
ou propositions tendant à modifier le loi de recrutement,
qui semble émanée, espère-t-il, d'être ignorée.

Il en est ainsi décidé.

M. Messimy est désigné comme Rapporteur
des projets tendant à modifier les art. 10, 17, 18
et 19 de la loi de recrutement.

M. le Gt. Bourgeois est désigné comme Rap-
porteur du projet relatif au maintien en activité, sans
limite d'âge, du général de division Ferrière.

Modification
à la loi de recrutement
(statut de voyage des
permissionnaires)

M. Messimy donne lecture de son rapport
tendant à l'adoption de la proposition modifiant
le § 6 de l'art. 45 de la loi du 31 mars 28 sur le
recrutement de l'armée (voyage des permissionnaires)
Adopté, sur l'avis de l'avis de l'Ordre des Finances.

Bonification
d'ancienneté aux
élèves des grands Ecoles

M. le général Hirschauer donne lecture d'un
projet de rapport sur la proposition de loi de M. Morand
tendant à faire bénéficier de majorations à titre
d'études préliminaires les anciens élèves de St Cyr
et des grands Ecoles civiles entrés dans l'armée comme
officiers.

Il propose d'en modifier le texte en accordant,
à titre de majoration, 2 ans aux anciens élèves de
l'école supérieure et 1 an aux anciens St Cyr et
anciens élèves des autres écoles.

Il propose également d'accorder certains me-
jorations en faveur des titulaires de certains certificats
de l'école des Sciences.

M. le Président - Les chers le Rapporteur
à l'avis du Gouvernement et à nos tenir au courant.

Le séance est levée à 15^h 05'

3
9
Séance de Vendredi 21 mars.

Présidence de M. Albert Cibrun

Présents : MM. Cibrun, Combat, P. Berger,
St. Benoît, De Lussac, Fenestier.

Excusé : M. Manger.

La séance est ouverte à 14^h 30

Maintien à activité
du Général Ferrière

M. le G^l Bourgeois donne lecture d'un
rapport tendant à l'adoption du projet de loi main-
tenant en activité sans limite d'âge le général
Ferrière.

M. P. Berger — Je ratifie hautement
la décision proposée en faveur du g^l Ferrière, qui
est une personnalité de tout premier plan.

Mais pour moi une question se pose : A-t-il fait
assez ? Y a-t-il des hommes actuellement prêts à
continuer son œuvre au cas où il viendrait à disparaître

M. le g^l Bourgeois — Il avait un collabora-
teur éminent, le commandant Brenot. Mais
celui-ci est parti dans l'industrie, qui lui a fait un
pont d'or. Au sujet, on peut dire que c'est tout
à l'honneur du g^l Ferrière qu'il ait toujours refusé
de quitter l'armée malgré les offres qui lui ont été
faites. Il y a 18 mois, on aurait voulu le nommer
Directeur de l'Observatoire. On le considérait comme son
digne et digne à la tête de l'I.S.F. Comme colla-
borateur, il a un commandant et un capitaine,

4
mais il lui faut encore un certain temps
pour le mettre en état de continuer son œuvre.

M. le Président - Peut-être serait-il bon de
demander au Ministre une précision au sujet d'une
contradiction, ou mieux apparente, qui semble exister
entre deux alinéas de l'article unique.

Le premier alinéa décide que le St Ferrié sera
maintenu en activité sans limite d'âge. Le 2^e alinéa
déclare que "il" ne pourra être pourvu d'emploi d'acti-
vité au delà de l'âge de 65 ans.

Etant donné que le St Ferrié ne fait pas partie du
Conseil Supr. de la Guerre, je crains qu'il n'y ait là pour
lui l'obligation d'abandonner ses fonctions actuelles à
65 ans.

M. le g^e Bourgeois, Rép. - Je m'en informerai.
Il y aurait toujours la ressource de le faire entrer au
Conseil Supr. de la Guerre.

Le rapport est adopté.

La séance est levée à 15^h 10'.

4

Séance du Jeudi 19 Juin

Présidence de M. Albert Lebrun

Présents: MM. Lebrun, Messimy, ^{g^e} Hirschauer,
Dalliez, Duprey, Lécourtier, Ferga, (d') Alsace,
J. Monier, J. Caillaux, René Renoult, Ct. de Blois.

La séance est ouverte à 15^h.

M. le Président souhaite la bienvenue à
M. V. Dalliez, nouvellement nommé membre de la
Commission.

Eni sur le recrutement
(Conseil de révision)

M. Messimy donne lecture de son rapport
sur la proposition de loi modifiant l'art. 10, 17, 18,
19 de la loi du 31 mars 28. sur le recrutement (Conseil
de révision).

M. Duprey — J'approuve les conclusions de M. Mes-
simy formelles à la proposition. Il faut d'autant plus
l'adopter que sans beaucoup de famille un bruit
s'est répandu, d'après lequel des instructions auraient
été données aux médecins militaires pour que les in-
corporations dans le service armé soient plus nombreuses.

Cette tendance serait d'ailleurs tout à fait fâ-
cheuse. Les réformes temporaires, survenant peu de temps
après l'incorporation, sont déjà trop nombreuses.

D'autre part, il faut rappeler qu'une augmen-
tation du nombre des médecins militaires est indispensable.

M. le G^l Hirschauer — Les membres du Conseil de révision ont toujours été très consciencieux pour les incorporations dans le service armé. Il est nécessaire qu'ils puissent voir les recrues deshabillées, sauf, bien entendu, celles qui auraient des raisons valables de ne pas vouloir se montrer publiquement. Les jeunes gens examinés à huis clos devraient d'ailleurs, eux mêmes, se présenter nus lorsque leur cas de réforme n'a rien d'humiliant.

M. le Rapporteur — J'insisterai la dessus dans mon rapport.

M. le G^l Hirschauer — J'ajoute qu'à mon avis soient seuls assister au Conseil de révision (à part le 2^e conseiller général légalement prévu) les députés et conseillers généraux de la circonscription, du Canton.

Les divers articles et l'ensemble de la proposition sont adoptés.

Désignation
des Rapporteurs

Sont désignés comme Rapporteurs:

1^{er} M. le G^l Hirschauer pour le projet de loi modifiant l'article 3 de la loi du 4 janvier 1929.

Et M. Mesirny pour le p^{ro}jet de résolution de M. M. Joseph Faure et... relative aux sursis d'appel à accorder aux appelés pendant la période des travaux.

Mise en état de défense
de la frontière italienne

M. J. Caillaux — Je crois de mon devoir de faire part à la Commission de l'armée de l'inquiétude que me cause d'une part l'attitude du gouverne-

ment italien au point de vue politique extérieure,
d'autre part l'insuffisance de notre organisation défensive
sur la frontière italienne. Au point de vue oration
également, j'ai l'impression que le nécessaire n'est pas
fait.

M. le g^l Bougeois - Nous devrions avoir 1300
arions, nous en avons 750. L'enquête du g^l Hergault
a abouti à des conclusions édifiantes. Il ne faut pas que
cela continue et que, si par malheur un conflit venait
à éclater, on accuse le Parlement d'impéritie.
Il me semble qu'une audition de M. le Ministre de la
Guerre est indispensable.

M. Mesnager - J'appuie cette proposition de
demande d'audience. Mais il faudra, me semble-t-il,
convoyer à la fois les Ministres de la Guerre, de la Marine
et de l'Air et le Président du Conseil.

M. Pierre Berger - Il est certain qu'il faudra
entendre M. le Président du Conseil. Car la question est une
question de gouvernement. Il y a en Italie une mentalité
très inquiétante. Il y a 3 ans, j'ai été en Italie, et j'en
ai communiqué mes impressions. Actuellement la situa-
tion est beaucoup plus tendue. Il faut que nous soyons
renseignés. Nous ne pouvons l'être que par M. le Président
du Conseil.

M. le g^l Deschaux - Je puis dire à la Commission
que notre Président a signé, hier même, une lettre que
j'avais rédigée et qui pose à M. le Ministre de la Guerre les
questions les plus précises en ce qui concerne l'état de nos forts,
de nos routes et de nos garnisons sur la frontière d'Italie.

M. Caillaux - Il y a là, est certain,
une question de Gouvernement. Mais il ne faut
croire du peu, si nous convoquons en même temps les
quatre Ministres dont il s'agit, nous n'obtiendrons
rien de précis. Il vaudrait mieux, à mon avis,
ne convoquer que le Ministre de la Guerre.
Les Commissions de la Marine et de l'air pourraient,
de leur côté, convoquer leurs Ministres respectifs.

M. J. Menier - Rien n'existe, au point
de vue organisation défensive, dans les Alpes maritimes.
Le golfe Juan n'est défendu que par deux tout petits
canons. Il importe d'agir, et de conjurer nos divers
moyens de défense. Au cas de guerre, une manifesta-
tion de grands croiseurs italiens sur notre littoral
méditerranéen serait fort à redouter.

M. le ^{général} Hirschauer - Une organisation
défensive semblable à celle de la Suisse, qui est fort
intéressante, n'est pas possible chez nous. Mais nous
pourrions tirer les divisions de forteresse.

D'autre part dans nos régions alpines, particuliè-
rement en Savoie, les soldats sont excellents et très sûrs.
On peut donc les affecter aux forts en toute sécurité.
Ce serait là, par le recrutement sur place, une excellente
façon de pourvoir aux garnisons des forts.

M. le ^{général} Bourgeois - Notre Président pourra
convoquer M. le Ministre de la Guerre et même, pour faciliter
les choses, s'entendre avec les Présidents des Commissions de
la Marine et de l'air.

Le séance est levée à 16^h 20'

15
Séance du lundi 30 juin

Présidence de M. Albert Lebrun

Présents: MM. Lebrun, Messimy, S^t Huhl,
Mauges, Corillon, Saudaire, 2 Monts & Rège, Teyssé,
Chaumet, J^e Hirschauer, Coubat, Lecourtier, Et S^t Alac.

La séance est ouverte à 14^h 30.

M. le Président souhaite la bienvenue à M. Chaumet, nouvellement nommé membre de la Commission.

Sursis d'appel
aux agriculteurs.

M. Messimy donne lecture de son rapport sur la proposition de résolution de M. Joseph Faure et plusieurs de ses collègues tendant à accorder des sursis d'appel aux agriculteurs pendant la période des grands travaux de récolte.

Il propose de substituer le texte suivant à celui qui avait été présenté :

ARTICLE UNIQUE.

Le Sénat invite le Ministre de la Guerre :

1° Pour ce qui est de l'année 1930, à prescrire à ses commandants de régions d'accorder très largement des sursis d'appel aux réservistes agriculteurs ;

2° Pour ce qui est de l'avenir :

— à augmenter dans toute la mesure possible le nombre des convocations entre lesquelles le choix des réservistes peut s'exercer ;

— à fixer la date de ces convocations plus particulièrement au moment des périodes de morte-saison agricole ;

— à multiplier et améliorer les baraquements dans les camps d'instruction.

M. le G^el Hirschauer - Uly. de grands travaux
aux semailles de printemps, à la fenaison, à la
moisson, aux vendanges, aux semailles d'automne,
etc... en somme presque toute l'année. Ne l'ou-
bliez pas, et ne demandez pas au Ministre l'im-
possible.

M. Messimy - Sans doute, mais rappelons
nous que les réservistes ont légalement le droit
de choisir la date de leurs périodes. Uly. là, pour
l'avenir, une possibilité de solution. Uly. y a donc
la difficulté, à vrai dire, que pour cette année.

M. le G^el Hirschauer - Vous demandez l'aug-
mentation du nombre des baraquements dans les camps
d'instruction. Mais il faudrait surtout augmenter
le nombre des camps.

M. Messimy - Je l'ajoutais à la fin
du texte de l'article unique.

M. le Président donne connaissance à la
Commission d'une lettre du Ministre de la Guerre,
d'après laquelle la difficulté, en matière de trois
d'appel, tient presque exclusivement au
nombre insuffisant des camps d'instruction. Le
Ministre indique en outre qu'il s'efforcera à l'avenir
de convoquer les réservistes pendant le mois de mai,
ce qui ne se faisait pas jusqu'ici et qui facilitera
les choses.

M. Messimy - Il faut au moins un camp
d'instruction par région. Mais gardons nous de convoquer

les agriculteurs pendant les grands travaux, car les périodes de crise n'y résistent pas.

Le texte proposé par le Rapporteur est adopté.

Article 3 de la loi
du 4 Janvier 1929
(Temp. de travail de l'eff.)

M. le G^l Hirschauer donne lecture de son rapport sur le projet de loi modifiant l'article 3 de la loi du 4 Janvier 1929.

Les conclusions, favorables au projet, sont adoptées.

Sursitaires
se destinant aux carrières
libérales.

M. Mauger — Je voudrais que l'attention de M. le Ministre de la Guerre fut appelée sur le cas des jeunes gens sursitaires, se destinant aux carrières libérales, qui sont tenus de faire 18 mois de service. Ils ne peuvent pas prendre utilement leurs inscriptions comme leurs camarades qui ne font qu'un an. Ne serait-il pas possible, après accord entre les Ministres de la Guerre et de l'Instruction publique, de les autoriser à le prendre?

M. le G^l Stuckel — La loi sur le service de 18 mois accorde aux sursitaires de la classe 22 l'avantage de ne faire qu'un an. Il y a 3 ans, le même avantage a été reconnu aux sursitaires des classes 20 et 21. J'ai demandé à M. le Ministre de la Guerre de l'accorder également aux classes 23 et suivantes sous certaines conditions. Cela évoudra la difficulté indiquée par M. Mauger.

M. le Président — Mais le Ministre n'a pas le droit de le faire faire qu'un an de service

à quelqu'un à qui la loi impose de faire
18 mois. Usura donc obligé, s'il veut réaliser la
mesure dont vient de parler le gl. Stahl, de déposer un
projet de loi. Alors nous ariserons. Mais je ne vous
cache pas qu'une telle mesure constituerait à mes yeux
une injustice criante. Les socialistes ont déjà bénéficié
d'une faveur, par rapport à leurs camarades, en obtenant
un sursis. Il me paraît inadmissible de leur permettre,
en outre, de ne faire que l'un ou l'autre que ces camarades
ont fait dix huit mois (Tu tiens ! Affrontement général)

Quoiqu'il en soit, M. Mauger me remettra
une note précise sur la question qui l'intéresse et je
le transmettrai au Ministre.

La séance est levée à 15 heures et demie.

Séance de Mercredi 2 Juillet

[Commissions des Colonies, des Affaires Étrangères et de l'Armée réunies].

Le Séance est ouverte : 15^h 15.

Présidence de M. Messimy, Président de la Commission des Colonies.

Présents : MM. Messimy, V. Birard, A. Lebrun, Debierre, Philip, Jourdain, de Kerquizec, Eccard, J^e Bourgeois, J^e Stuhl, Bompard, Albert Sarraut, Fourment, Charabot, W. Carillon, P. Berger, Macht, Martin-Binachon, Hayez, Lauraine, Millierand, H. Bisenger, Fenge, Bienvieux-Martin, Beaumont, J. Caillaux, Lecourtier, Lém. Ferris, J^e Hirschauer, Manger, Indouyt, Ct^e d'Alsace, Bergern, Chaumet, F. Merlin, Roger Grand, Le Brequeux, Desjardins, Mollard, Loubat, Hamelin, Steeg, René Renoult, Cornudet, Labrousse, René Besnard, Houmezat.

Audition
du Ministre des Colonies
sur la :

Situation
en Indochine

M. Piétri, Ministre des Colonies, est introduit.
Il est entendu sur la situation en Indochine
(Voir le compte rendu sténographique).

Le Séance est brisée : 18^h.

Séance du mercredi 9 juillet

Présence de M. Albert Célum

Présents : MM. Célum, Berger, St. Hilaire, Dupuy, Mauger, Cavillon, de Montal Rigé, Faugère

Excusés : Ct. Palsac, Jostin Monier

La séance est ouverte à 15^h.

Félicitations

à MM. le g^l Bourgeois
et Benonville, promus
à la Légion d'Honneur

M. le Président adresse ses félicitations à M. le g^l Bourgeois, promu grand croix de la Légion d'Honneur et à M. Benonville, promu officier.

(M. Ricolfi Secrétaire d'Etat à la Guerre est introduit)

Audition de

M. Ricolfi, Secrétaire d'Etat à la Guerre sur la création d'une Cour spéciale de Justice

M. le Président souhaite la bienvenue à M. Ricolfi et lui demande de bien vouloir soumettre ses explications à la Commission, ainsi qu'il le lui a demandé, sur la ^{proposition} de loi relative à la création d'une Cour spéciale de Justice militaire chargée de réviser les jugements du Conseil de Guerre du front.

M. Ricolfi, Secrétaire d'Etat à la Guerre - La proposition de loi, votée par la Chambre, relative à la création d'une Cour spéciale de Justice militaire n'a pas soulevé d'opposition de la part du Gouvernement en raison même des promesses qui avaient été faites lors de la révision du Code de Justice militaire.

Je comprends les scrupules des juristes, mais il faut, pour juger cette proposition, se placer dans l'état

et l'esprit qui a suivi la publication du fait que certains décisions rendus par le Conseil de Guerre pendant les hostilités avaient été reconnues injustes. Les réparations désirables ont été accordées lorsqu'elles étaient possibles. Mais elles ne l'ont pas toujours été. On a alors pensé que l'institution d'une juridiction exceptionnelle apporterait les apaisements souhaités.

Le Gouvernement n'a pas accepté le premier texte présenté. Il a voulu qu'il soit ramené à un cadre militaire. Il a tenu compte d'ailleurs de ce que le Sénat pourrait amender le texte de la Chambre.

La proposition, telle qu'elle se présente aujourd'hui, est le résultat d'un remaniement opéré d'accord avec M. Barthou et auquel M. Poincaré n'a pas fait l'objection.

Tout d'abord le texte limite la possibilité de révision aux affaires jugées sur le front, par les tribunaux exceptionnels, c'est-à-dire les conditions particulières de l'épiscopat.

Le nombre des affaires qui pourront être évoquées semble avoir préoccupé la Commission de l'armée du Sénat. Leur nombre primitif était de 1157. Nous avons opéré une discrimination. Il s'agit d'abord été écarter tous les procès s'étant déroulés devant les juridictions de l'intérieur, soit plus de 40%. Puis toutes les affaires de droit commun, toutes celles où sont impliqués des civils, toutes celles ayant fait l'objet d'amnisties. Nous arrivons ainsi à un chiffre d'environ 430 affaires - au maximum 450.

En outre, sauf pour quelques affaires ayant fait beaucoup de bruit, les intéressés ne se soucient guère, rationnellement, de réviser de vieux procès.

Il reste donc seulement la possibilité de réviser quelques affaires réellement intéressantes.

La question des dommages-intérêts a été réglée

de façon à éviter les abus. C'est devant la Cour
l'appel qu'elle sera porté. Enfin on se montre
très rigoureux au point de vue de la recevabilité des demandes,
et les appels seront portés devant la Cour d'Appel de Paris.
La recevabilité ne vaudra que pour deux ans et ne
s'appliquera qu'aux affaires pour lesquelles il y a eu
une demande de révision.

Trois ou quatre gouvernements successifs ont
reconnu qu'il y avait quelque chose à faire. Dans
les conditions je demandais à la Commission d'accepter
les conclusions du rapport de la Commission de législation,
mise au fond.

M. Pierre Berger — Mon opinion, depuis le début
de cette affaire, n'a pas changé. Tout d'abord je tiens à faire
remarque que le projet est en désaccord avec le principe juridique
qui veut que le juge de l'action soit juge de l'exception.
Si un tribunal exceptionnel est institué, c'est lui qui doit
être juge dans la question des dommages-intérêts.

Mais la question dominante est celle-ci. Y a-t-il lieu,
vingt ans après la guerre, de troubler d'année en année les débats?
Y a-t-il lieu de créer un tribunal d'exception composé d'anciens
combattants?

J'ai étudié la question très à fond. Pourquoi, au
lieu de désaisir ainsi la Cour de Cassation, ne pas faire
au contraire une loi de "resaisissement", lui donnant,
dans la plénitude de son pouvoir, qualité pour connaître
de ces affaires, même lorsqu'il n'y a pas de "fait nouveau".

Mais il y a des juridictions d'exception, inévitables
aussi. (Annuement)

Puis il y a le nombre des affaires qui vont être
trouvées. On nous avait parlé d'abord d'une douzaine.
Aujourd'hui, si j'en ai reçu à une lettre que j'ai

reçu, il y a quelque temps de là le Ministre de la Guerre, c'est
à 500 affaires qu'il s'agit. Admettons le chiffre de 450
donné par M. Ricolfi. N'est-il pas suffisant pour troubler
profondément le pays, pour troubler des procès civils et
criminels devant la plupart de nos Cours d'Appel. Et la
presse la saisie de ces affaires, où les témoignages portent
sur les faits remontant à 15 ans!

Il répète que la seule solution, c'est de saisir la
Cour de Cassation. Les anciens combattants peuvent être,
sans le vouloir, de très mauvais juges, influencés par
les souvenirs personnels ou par l'atmosphère où ils se trouvent.
Et puis qui les choisira? Le Ministre de la Guerre ou
même par les Associations? Une solution comme celle
qu'on nous propose, si la combattre de toutes ses forces,
à la tribune même du Sénat et pour faire plus libre-
ment si démissionnerais d'abord de ses fonctions de Rep-
porteur.

M. le 1^{er} Hirschauer - Il y a, dans le texte, les
imprécisions. Qu'entend-on par "Conseil de guerre per-
manent". En 1917, tous les jugements de Conseil de guerre
ayant eu à connaître des affaires les plus graves ont été
soumis à révision. Mais ils ont été révisés à nouveau?

M. Ricolfi - on n'a pu arriver à toute la
précision désirable par voie d'énumération. On a préféré
procéder négativement, en excluant seulement les
jugements des tribunaux de l'intérieur. Il faut dire
qu'il y a en outre la question des révisés. Ne pouvant
être évacués sur les 1100 affaires pour lesquelles il y a
déjà eu des demandes de révision.

M. le 1^{er} Hirschauer - Le Conseil: le Cour de

Cassation qui doit présider la réunion des 12 anciens combattants n'a même pas le droit de vote! Et le nombre des juges se trouve ainsi en nombre pair

M. Ricolfi - C'est la Chancellerie qui a demandé que le magistrat président fût l'arbitre en dehors du jugement.

M. le G^l Hirschauer - J'ai pour ma part une confiance absolue dans les décisions de la Cour de Cassation. Elle a toujours été inattaquable, et je regrette de la voir ainsi désaisie (Approbation)

M. Ricolfi - Je comprends les scrupules qui viennent de se manifester. Mais il faut observer que les affaires qui remontent à dix ans au plus, souvent moins. L'opinion publique a été très troublée par l'impossibilité où était la Cour de Cassation de réviser certaines affaires. Et pour la réviser, il faudrait modifier gravement nos Codes. La Cour de Cassation ne peut réviser que l'acte de "fait nouveau", or de ces cas qui nous occupent il n'y en a pas. Voilà pourquoi nous voulons saisir une juridiction spéciale, de circonstance.

M. le G^l Hirschauer - Entre un arrêt définitif prononcé par 12 anciens combattants et celui qui aura été prononcé par la Cour de Cassation, l'opinion publique fera une énorme différence.

M. Ricolfi - La vérité est qu'il ne faut pas, dans le cas actuel, se prononcer en juristes. Nous avons à examiner des affaires jugées dans le fracas de la bataille

Ne l'oublions pas. On voit le nouveau Code militaire a institué pour le temps de guerre des tribunaux nouveaux, où il a introduit comme juges des soldats.

M. le g^l Hirschauer — Les Conseils de guerre ont toujours été très libéraux et très généreux. Ils sont devenus plus sévères depuis que'ils sont présidés par des magistrats civils de carrière.

M. Portes, Directeur de Justice mil^l au Min^l de la Guerre — Cette apparence de la sévérité des tribunaux militaires n'est qu'apparente. On est actuellement très mené par des ordres d'information, et les instructions ont été données pour régler le plus possible les affaires par voie disciplinaire. Ainsi les tribunaux militaires ne sont plus saisis que d'affaires graves. Voilà pourquoi ils paraissent nécessairement plus sévères dans leurs jugements.

M. le g^l Hirschauer — Ce qu'il y a de plus grave, c'est la création d'une juridiction d'exception et le désaisissement de la Cour de Cassation.

M. Ricolfi — Le saisissement de la Cour de Cassation a été envisagé. Il n'a pas paru possible. M. Poincaré, qui a approfondi la question, a conclu à la solution d'une juridiction, exceptionnelle sur la base d'un droit exceptionnel.

M. le g^l Stahl — Les douze anciens combattants — appelés à siéger seront-ils douze anciens soldats pris au hasard ou prévoit-on une proportion de grades?

M. Ricolfi — Un règlement d'administration

publique est prêt pour réplir l'organisation de
détail. Mais c'est le Ministre de la guerre qui doit
designer les anciens combattants appelés à siéger. C'est
là une sérieuse garantie.

M. Carillon - En aucune façon. Les Asso-
ciations d'anciens combattants imposeront au Ministre
leurs candidats et comme la grande majorité de ces
associations est composée de soldats il est à craindre
que les officiers ne soient éliminés.

M. Coubat - C'est déjà arrivé en plusieurs
cas.

M. le Président - Si nos nouvelles décisions à
entrer dans une voie nouvelle et à renoncer à une
juridiction composée d'anciens combattants, serait-il
possible de saisir une juridiction actuellement
existante, telle que la Cour de Cassation ?

M. Portes, Directeur de la Justice mil^{re} - Sans
doute, mais il faudrait alors modifier l'art. 443
qui définit la compétence.

M. Coubat - Les affaires sur lesquelles la Cour
de Cassation s'est déjà prononcée seront-elles révisées
à nouveau ?

M. Ricolfi - Oui. Mais il ne faut pas ou-
blier que la Cour de Cassation a simplement déclaré dans
les arrêts qu'elle ne pouvait pas se prononcer sur le fond.

M. Mauger - Et bien, donnez lui en la

moyens, et tout le monde sera satisfait (Tout bien!)

M. Berger — Il est impossible de décider qu'un tribunal d'anciens combattants statuera en dernier ressort au-dessus de la Cour de Cassation.

M. le Président — Je remercie M. le Sous-Secrétaire d'Etat et la Commission de Gouvernement des explications qu'ils nous ont apportées. La décision à prendre par la Commission ne figurent pas à l'ordre du jour d'aujourd'hui, je lui propose de se réunir à nouveau demain pour statuer.

Il en est ainsi décidé!

La séance est levée à 16^h15'.

Séance du Jeudi 10 juillet

Présidence de M. Albert Lebrun.

Présents: MM. Lebrun, G^l Hirschauer, G^l Stahl,
L. Monti de Réze, Morand, G^l Bourgeois, Coubat, Carillon,
Puis, Couratier, Berger, Fougère, Duprey.

La séance est ouverte à 14^h 30

Majorations l'an-
cienneté aux officiers
sortant des grandes
écoles.

M. le G^l Hirschauer donne lecture de son rap-
port sur:

1^o Le projet de loi tendant à faciliter le recrutement
des officiers sortant des grandes écoles

2^o Le projet de loi de M. Morand tendant à faire béné-
ficier de majorations à titre d'étude préliminaires les anciens
élèves de Saint-Gyr et de certaines grandes écoles civiles.

Le rapport conclut à l'adoption du texte du projet
de loi, sous réserve de quelques mises au point de détail,
et en substituant à l'article 2 un article inspiré du
texte de M. Morand.

Les conclusions sont adoptées.

Cour spéciale
de justice militaire

M. le Président - Le parole est à M. Pierre Berger,
rapporteur de la proposition de loi sur la création d'une Cour
spéciale de justice militaire.

M. Berger - Avant de résigner définitivement

mon rapport, je désirerais que la Commission se fût prononcée sur le fond de la question, dont elle posséderait maintenant tous les éléments.

Cette question est fort grave. Une entorse au droit commun nous est proposée, et cela dans des conditions singulières, puisque le juge du fond n'est pas juge des dommages-intérêts.

De plus, ainsi que j'en ai dit au cours de la Session dernière, n'est-il pas imprudent de donner un tel pouvoir à des anciens combattants, dont les garanties d'impartialité sont loin d'être certaines, d'autant plus que la plupart ont fait de la politique.

Ne vaut-il pas mieux saisir le pouvoir exceptionnel de la Cour de Cassation, dont l'autorité ne sera mise en doute par personne? En ce qui me concerne, je suis d'avis de formuler des conclusions défavorables et, si la Commission ne partait pas ma façon de penser, je demanderais que l'avis à donner soit confié à un autre qu'à moi.

M. le Président - Notre situation est délicate. Une commission, la Commission de législation, a été saisie au fond. Elle a adopté un texte et ce texte nous est soumis pour avis. M. Berger, un excellent juriste qu'il est, a envisagé la question surtout du point de vue juridique. Mais deux Commissions ne peuvent être à la fois saisies au fond. Je crois donc que, dans la rédaction de notre avis, nous ne pourrions substituer un texte à celui de la Commission de législation, et que, d'autre part, nous devons nous placer exclusivement au point de vue militaire, au point de vue "armée".

M. le G^l Hirschauer - Il faut cependant que

vous motivions notre avis. Nous pourrions fort bien, par exemple, dire que le texte qui ~~est~~ est présenté par la Commission de Législation nous apparaît comme inquiétant au point de vue du moral de l'armée, et de la discipline, et ajouter qu'au contraire un texte qui saisirait le Cours de Cassation ne présenterait pas le même inconvénient.

M. le Président — Evidemment, il y a ici une question de forme et de mesure. Le point essentiel c'est que nous ne pourrions substituer un texte déterminé à celui établi par la Commission saisie au fond.

M. le G^l Hirschauer — Sur le fond de la question, c'est à dire sur le principe de la révision, nous sommes tous d'accord. C'est seulement sur la Constitution d'une nouvelle juridiction que nous sommes en divergence d'opinion avec la Commission de Législation. Il faut que nous puissions préciser cette position. Nous pourrions, me semble-t-il, déclarer que nous aurions une confiance absolue dans le Cours de Cassation, mais que nous ne l'avons pas dans un jury d'exception, recruté dans une catégorie spéciale de citoyens.

M. le G^l Bourgeois — Je suis de l'avis de M^r Hirschauer. La Commission est certainement, en très grande majorité, défavorable au texte de la Commission de Législation, en tant qu'il institue une juridiction d'exception. Encore faut-il que nous puissions préciser et justifier cette manière de voir dans notre avis.

M. le G^l Stuhl — C'est également mon

opinion. Le texte qui nous est présenté a certainement été inspiré par des associations d'anciens combattants. Elles sont très ingénues, très remuantes et souvent même se font efforcées d'évincer des officiers de pupilles de la Nation ceux qui ne font pas partie de l'une ou de l'autre d'entre elles. A ce sujet, il y a lieu d'observer que le Parlement ignore à peu près complètement ce qu'est devenu le Crésus alloué aux officiers d'anciens combattants.

M. le Président - Je ne puis laisser passer sans le rectifier une telle affirmation. J'ai été pendant quatre ans Président de l'Office National des mutilés dont l'organisation est liée à celle de l'Office National des combattants. Je ne crains pas de dire que pour un centime à l'échelle au contrôle financier. Un contrôleur des dépenses engagées est même spécialement affecté à l'Office.

M. le g^l Stuhl - Je n'ai pas voulu dire que l'Office des combattants ou celui des mutilés les choses se passaient irrégulièrement. Mais il est certain qu'il y a existé un état d'esprit regrettable.

M. le g^l Hirschauer - Je demande que la Commission soit appelée à se prononcer successivement d'abord sur le principe de la révision demandée, puis sur le texte proposé par la Commission de législation, enfin sur la possibilité ou l'impossibilité pour la Commission de l'armée de suggérer une solution telle que la saisine du Conseil de l'armée.

M. le Président - Je vais mettre successivement aux voix les trois questions.

1^o/ Sur le principe de l'opportunité d'une
révision exceptionnelle, la Commission, à l'unanimité,
se prononce pour.

2^o/ Sur la question de l'avis à donner aux textes
de la Commission de législation, la Commission, à
l'unanimité, se prononce pour un avis défavorable.

3^o/ Sur le point de savoir s'il lui appartient de
suggérer une autre solution, tendant à saisir le
Conseil d'Etat, la Commission, à l'unanimité,
se prononce affirmativement.

M. P. Berger - Dans ces conditions, je conserve
l'avis et je le rédigerai en conséquence.

M. Pierre Berger donne ensuite lecture
d'un rapport sur la proposition de loi tendant à la
création, pour les fonctions unies de la police, d'un
tableau spécial d'emplois réservés.

Il conclut favorablement
Le rapport est adopté.

La séance est levée : 15^h 35'.

Séance du mercredi 3^e déc^r

Présidence de M. Albert Tebrun

Présents : MM. Tebrun, J^r Hirschauer, P. Rouault,
J^r Stuhl, Messimy, Caillaux, Carillon, J^r Hascourt,
Chauvet, J. Menier, Lefrey, Berger, Coulat, Manger
Ch. & Blois.

La séance est ouverte à 16 heures

Désignation
d'un Rapporteur
—

M. le J^r Stuhl est désigné comme Rapporteur
du projet de loi n° 455 accordant de congés de longue
durée aux militaires et fonctionnaires civils atteints
de tuberculose ouverte.

Avantages
aux officiers sortant
des grands Ecoles
—

M. le J^r Hirschauer donne lecture de son rap-
port sur le projet de loi tendant à faciliter le recrutement
des officiers des grands Ecoles et sur la proposition
de M. Morand tendant à accorder des rappels d'ancienneté
à ces officiers.

Il conclut à l'adoption de la proposition et du
projet

M. le J^r Messimy — Le projet initial ne
visait que les élèves de Polytechnique. On a fusionné
avec lui, et avec raison, la proposition Morand
les officiers sortant de Saint Cyr, qui sont cinq fois
plus nombreux que ceux sortant de Polytechnique,
auraient été très émus du fait qu'un avantage était
fait aux seuls Polytechniciens. Il faut à la fois

retenir dans les rangs de l'armée les anciens Polytechniciens et éviter de troubler le moral des officiers tant des autres écoles.

Les propositions du g^el Hirschauer sont exactement celles que j'aurais fait moi-même. Le général Weygand a demandé à être entendu sur cette importante question, il faudrait l'entendre ici avant de nous décider.

M. le g^el Stuhl — Ne perdons pas de vue que les armes autres que l'artillerie sont très handicapées, et que, si l'on ne prend pas les mesures notamment en ce qui concerne l'âge des promotions, bientôt tous les grands chefs sortiront de l'artillerie.

D'autre part beaucoup d'E. O. R., qui passent un an dans les grandes écoles, demandent ensuite à rester dans l'armée. Il ne faut pas les décourager. Il est donc très important d'entendre le général Weygand. En fait, il faut 6 ans de services à un Maixentais ou à un Versillais pour arriver officier. Ne les décourageons pas non plus.

M. le Président — Nous sommes en train de tourner le dos à notre point de départ. Il s'agit de favoriser le recrutement des Elèves de certains grandes écoles, qui constituent une élite indispensable au pays. Qu'il en soit, nous pouvons, avant de nous décider, entendre le général Weygand.

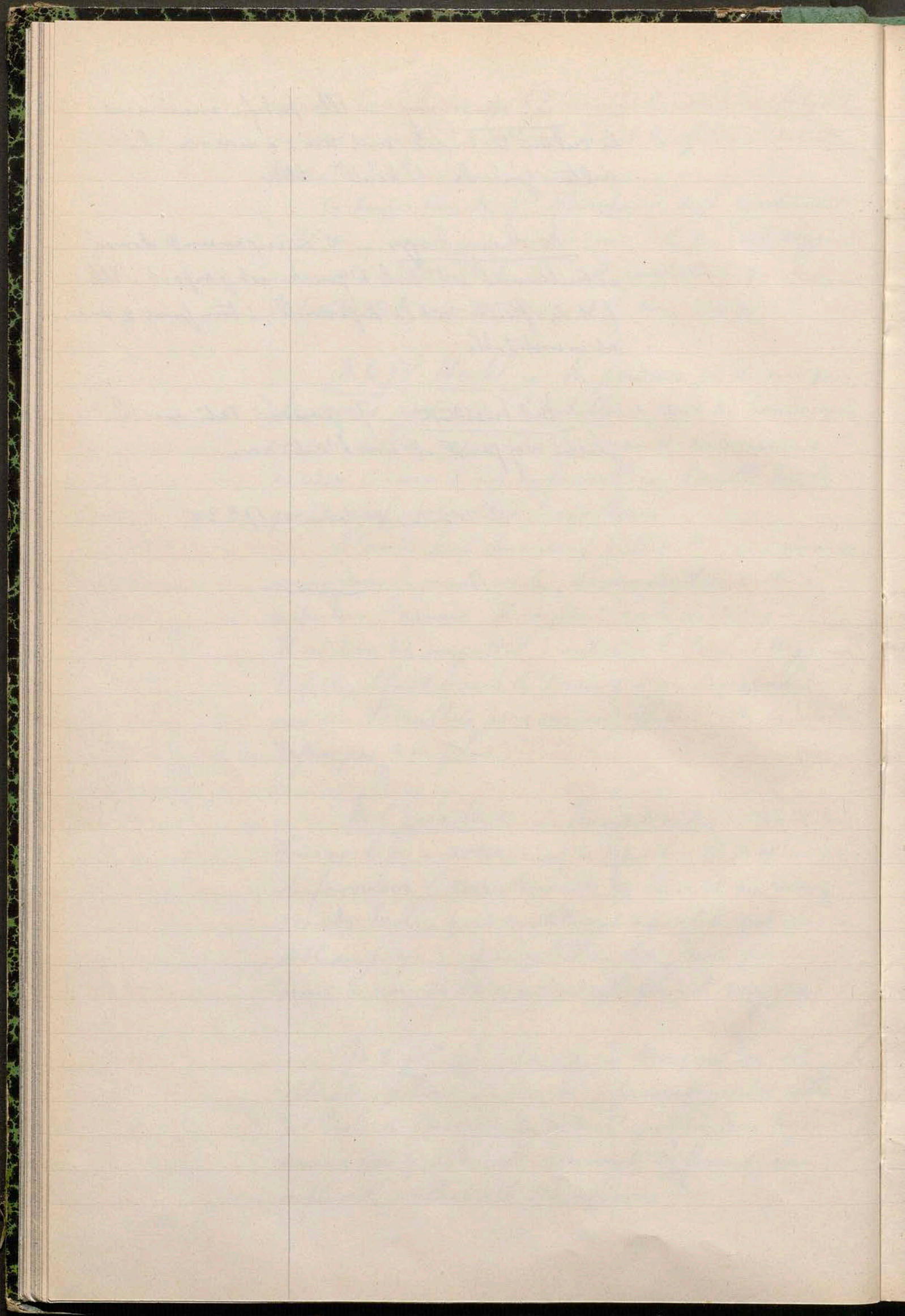
M. le g^el Hirschauer — Une question est délicate — je tiens à le dire dès à présent — c'est celle de l'école de guerre. Ne doit-elle pas être considérée comme une grande école formant véritablement une supériorité intellectuelle à des officiers ?

M. Messimy — Elle fait bien amplement
la culture technique, mais non, à mon avis, la
culture générale, la haute culture

M. Pierre Buge — L'enseignement donné
actuellement à l'Ecole de guerre est parfait. Elle
fait des officiers dont la supériorité, à tous points de vue,
est incontestable.

M. le Président — Je prendrai date avec le
général Weygand, et nous l'entendrons.

La séance est levée à 17^h 30



Année 1931.

Séance du Vendredi 30 janvier.

La séance est ouverte à 14^h 30

Présents: M.M. Manger, G. Stuhl, Lombard,
Pélissier, Feuga, & Landerment, Merimoff, G. de Lencq,
R. Besnard, Berger, G. de Blois, G. de Harcourt,
Benardier, Chanut.

Excusés: M.M. Gaston Menier et Rayer.

Nomination
du Bureau de
la Com.

I. Présidence de M. Manger, Doyen d'âge

M. Manger, Doyen d'âge fait connaître
que l'ordre du jour porte la nomination du Bureau
de la Commission.

Aucune candidature nouvelle ne s'étant
présentée, il propose de réélire le Bureau sortant.

M. Albert Lebrun est élu président par
acclamations.

Sont également réélus à l'unanimité des voix.

Vice Présidents: M.M. Gaston Menier

et Pierre Berger

Secrétaires

M.M. le Comte d'Alsace

et Paul Velisse

Allocution
du Président

II. Présidence de M. Albert Lebrun.

M. Albert Lebrun, en prenant place au fauteuil de la présidence, a prononcé l'allocution suivante :

Messieurs,

J'ai encore une fois l'agréable devoir de vous remercier au nom du bureau que vous venez d'élire, ou plutôt de réélire, de votre confiance persistente. Nous nous efforcerons de la mériter encore par notre impartialité, notre assiduité, notre souci de garder à notre commission de l'armée le prestige dont elle jouit devant le Sénat.

Je suis heureux de saluer nos nouveaux collègues, MM. Violette, Voilin, de Wendel, et de leur souhaiter une cordiale bienvenue.

Notre activité est en ce moment un peu ralentie, le vote des quatre grands projets de loi d'organisation de l'armée a débarrassé notre ordre du jour des questions qui l'avaient longtemps occupé. Les projets qui nous viennent aujourd'hui ne concernent plus que des mises au point, des ajustements, comme il s'en produit nécessairement au lendemain des grandes réformes.

Par ailleurs, l'importante question de l'organisation défensive du pays est au point et, à cet égard, par ses interventions répétées et pressantes au cours des années passées auprès des divers ministres de la guerre, notre commission peut se flatter d'avoir, discrètement d'ailleurs ainsi qu'il convenait, joué tout son rôle.

Il ne s'agit plus que de travailler, de réaliser sur le terrain. Nos collègues Pierre Berger, le général Hirschauer et moi-même, nous avons visité l'été dernier les travaux en cours sur les frontières de l'Est et du Sud-Est, et nous pouvons vous en apporter les nouvelles les plus rassurantes.

Pour avoir fait le tour des questions concernant la défense nationale du point de vue de l'armée de terre, il nous reste à nous préoccuper des approvisionnements matériels et armements de toute nature. Vous savez qu'ils avaient été mis à contribution lors des affaires du Maroc. Qu'a-t-il été fait depuis pour leur reconstitution? Quels crédits ont été votés? Quel usage ont-ils reçu? Pour être en paix avec notre conscience, il nous faudra maintenant nous renseigner sur tous ces points. Ainsi nous aurons rempli notre mission.

Aussi bien, cette activité qui est la nôtre au sein de notre commission, ce souci que nous devons avoir de la sécurité du pays par les moyens du moment, ne nous empêchent pas de suivre en toute faveur les efforts accomplis dans d'autres domaines pour raffermir la paix, et de faire des vœux ardents pour leur succès et leur efficacité.

La commission a ensuite désigné M. Manger comme rapporteur du projet de loi adopté par la Chambre, relatif à la modification du tableau des emplois réservés en ce qui concerne deux emplois du service des contributions diverses en Algérie.

Désignation
d'un Rapporteur

(Voté unanimes appls)

M. Manger est désigné comme Rapporteur

du projet de loi sur les emplois des contributions
directes en Algérie (emplois réservés).

Questions diverses.

M. Mesnivy demande que le C^m entre de la
plus tôt auprès du Ministre de la guerre sur la question
des brevifications à accorder aux officiers anciens Polytechni-
ciens et anciens Elgériens.

M. le Président - Je vais m'en occuper -

M. P. Lelievre rappelle qu'il est chargé, depuis
longtemps déjà, de rapport sur le projet de loi relatif à
la préparation militaire de la jeunesse. Mais il n'a
pu encore obtenir la documentation désirée; en fait,
aucun des deux députés d'Etat successifs n'a voulu
soutenir le projet. Il tentera une nouvelle démarche.

M. Manger demande à M. le Président de
rappeler au C^m des Finances qu'il a, en instance,
six ans à peine sur des questions intimement liées.

M. le C^m d'Harcourt expose les diffusions
actuellement répandues en ce qui concerne les
officiers de la justice militaire ne répondent plus à
elles admises par les officiers des autres corps et services.
Des modifications seraient indispensables.

M. le Président - Il va suffire, puisqu'il
s'agit d'une question d'intérêt particulier, de déposer
une proposition de loi apportant les modifications désirées.

Le Séance est levée à 15 heures

Séance de mercredi 11 février

Présidence de M. Leboucq

Présents : MM. Leboucq, Berger, Violetti, Delbig,
R. Besnard, A. & Blois, Dupuy, A. & Lecomte, Bourgeois,
Mauger, Faugères, Jorelet, G. Monier, Hirschauer,
A. d'Alsace, A. d'Herment, Fecuga.

La séance est ouverte à 15^h

Désignation
des Rapporteurs

Sont désignés comme Rapporteurs :

M. Berger pour le projet de loi relatif à
l'avancement des off. de carrière des sapeurs pompiers
à Paris.

M. Berger pour l'avis sur le projet de loi rela-
tif aux crédits pour la Défense nationale.

M. le g^l Bourgeois pour le projet de loi tendant
à rendre un hommage national au Maréchal Joffre.

Recrutement
des officiers sortant
des grandes Ecoles.
Avis du Chef d'Etat
major général.

M. le Président - Nous passons à la discussion
du projet de loi tendant à faciliter le recrutement
des officiers sortant des grandes Ecoles.

(M. le Général Gamelin, Chef d'Etat major général
et M. le Contre-amiral Guinard, Secrétaire g^l du Mi-
nistère de la Guerre, sont introduits).

M. le Président (M. le Général Samelin) - La Commission se félicite, avec plaisir, de votre venue devant elle au moment où vous venez à prendre possession de vos nouvelles et hautes fonctions. Elle vous adresse ses sincères compliments.

Vous connaissez déjà la question qui nous occupe aujourd'hui, celle des majorations d'ancienneté à accorder aux officiers anciens Polytechniciens et anciens St. Cyréens. Elle a fait l'objet de discussions très longues et très délicates. La Commission sénatoriale de l'Armée vous demande de vouloir bien lui faire connaître l'avis définitif du Gouvernement.

M. le Général Samelin, Chef d'Etat-major général - L'avis du Gouvernement sur cette question ne s'est pas modifié depuis le dépôt du projet de loi, dont le but est de développer le recrutement des officiers de culture étendue.

Au projet primitif s'est ajoutée la proposition de loi de M. Morant, qui intéresse les St. Cyréens et les anciens Elèves de quelques autres grands Ecoles. Le Rapporteur en a accepté les dispositions. Le Gouvernement accepte à son tour la formule adoptée par M. le Général Hirschauer.

M. le Général Hirschauer - Ainsi le Sénat et notre article 1^{er} sera le suivant :

Il est compté à titre d'études préliminaires aux élèves des écoles ci-après énumérées au moment où ils entrent comme officiers dans l'armée active :

Quatre années de service effectif aux anciens élèves de l'Ecole polytechnique et de l'Ecole normale supérieure ;

Trois années de service effectif aux anciens élèves de l'Ecole spéciale militaire de Saint-Cyr ;

Deux années de service effectif aux anciens élèves de l'Ecole nationale des eaux et forêts, de l'Ecole centrale des arts et manufactures, de l'Ecole nationale des mines, de l'Ecole des ponts et chaussées, de l'Ecole nationale de l'aéronautique, de l'Ecole nationale des mines de Saint-Etienne.

M. L. g^l Saunier - Le Gouvernement accepte
à tort

M. Guinard, Sec² g^l du Ministère - Mais
entendez vous faire compter pour la retraite l'année
supplémentaire d'ancienneté que vous attribuez aux
S^t Epiens ?

M. L. Rappoport - Bien entendu

M. Guinard - Sur ce point vous risquez de
vous heurter à l'opposition du Ministère des Finances.

M. Berger - La question ne peut se poser.
Au moment où le Parlement accorde aux officiers
anciens S^t Epiens une majoration d'ancienneté
d'un an, cette année doit compter pour la retraite.

M. Guinard - Je ne dis pas non, mais en ce
cas l'avis de la Commission des Finances devient nécessaire.

M. L. g^l Hirschauer - M. Beaumont
voudrait que pour les vétérinaires le service commun
pour les médecins l'année de majoration comptât
pour la 2^e année.

M. Viollette - Mais pour quoi des bonifications
d'ancienneté aux médecins et vétérinaires à l'armée.
Ils ne sont pas des grands doctes.

M. L. Contrôleur Général Guinard - Le but de
cette disposition est de mettre les jeunes officiers sortant
des Facultés sur le même pied que ceux sortant de l'École de Médecine.

M. Menimy . Il faut surtout attirer des
médecins et vétérinaires dans l'armée, soit
dans l'active, soit dans les réserves.

M. Viollette - J'ai une proposition, ad-
ministrative au projet, à présenter. Elle consiste
à étendre le bénéfice de loi à tous les candidats
français aux écoles dont il s'agit. J'entends parler
de ceux qui sont français sans être citoyens fran-
çais, notamment des indigènes d'Algérie.
L'année dernière la question s'est posée pour
un jeune Algérien sorti de Polytechnique avec
le n° 26. On voulait d'abord l'admettre au titre
étranger. Puis on l'a admis avec un n° bis, avec
cette réserve que, s'il était naturalisé avant
le fin de ses deux années d'école, il sortirait au
titre français.

Cette restriction est inadmissible. On
demande que les indigènes admis dans nos écoles au
titre français.

Un autre cas s'est présenté en ce qui concerne
les médecins indigènes pendant la guerre. On ne
peut vraiment pas les laisser perpétuellement
infirmiers à Vichy.

C'est pour remédier à cette situation que
je présenterai mon amendement.

M. le Secrétaire général Guérin - La situation
signalée par M. Viollette n'a pas échappé au Gouvernement.
Il dispose d'un projet réglant la situation des indigènes
à l'égard des grandes écoles. Cette question est assez
complexe et peut nécessiter une discussion spéciale.

M. l'Orsident - Je ne crois vraiment pas
qu'il soit possible d'ajouter une question aussi
importante à un projet aussi spécial que
celui-ci. Ça ne serait vraiment pas digne du Sénat.

M. Viollette - Je déposerai un amendement
et engagerai le débat en séance publique.

M. Mauger - Ça serait très dangereux et
ça pourrait, étant donné l'état d'esprit en Algérie,
besoin de difficultés très sérieuses.

Il faut que la question soit très étudiée; il
faut éviter des discussions improvisées qui risqueraient
de provoquer un grand mécontentement en Algérie.

M. Viollette - Bien qu'il y aurait de plus grave
à laisser la situation telle qu'elle est.
Si le projet de gouvernement est déposé très rapidement,
il me sera possible d'attendre ce dépôt. Sinon, je
me réserve de reprendre mon amendement.

M. le 1^{er} Hirschauer - Cette question soule-
ve de très sérieuses difficultés. En voici une: On
peut devenir officier soit par l'école, soit par
le rang. Vous allez décider qu'on le soit d'une école,
l'indigène sera citoyen français. C'est fort bien.
Mais que ferez-vous pour celui qui se sera
engagé, et sera devenu officier à titre indigène.
La différence de situation dans les deux cas ne va-t-elle
pas devenir plus choquante encore?

M. Viollette - Ça n'est pas mon avis.

M. le Président — Ne nous engageons pas actuellement dans cette discussion, qui ne figure pas à notre ordre du jour. Il nous reste à statuer sur le projet qui vient d'être rapporté par M. le général Hirschauer.

(M. le général Gamelin et M. le colonel Turpin sont seulement se retirant).

M. le général Hirschauer — Il me reste à préciser, que le but du projet est de faciliter le recrutement des officiers à culture étendue, à la fois pour l'active et pour la réserve.

Les conclusions du rapport sont adoptées.

Emplois des
Contributions diverses
en Algérie.

M. Mangin donne lecture de son rapport sur le projet de loi modifiant le tableau des emplois réservés en ce qui concerne les contributions diverses en Algérie.

Le rapport, concluant à l'adoption, est adopté.

La séance est levée à 18^h.

Séance du mercredi 23 février

Présidence de M. Lebuen

Présents: MM. Lebuen, Mauger, Stult,
Lecourtier, Feuga, J. Menier, Contat, Berger,
A. S. Harcourt, J. Bourgeois, Villette, Jorel,
et Montid Reje.

La séance est ouverte à 15^h 15

Hommage
au Maréchal Joffre

M. le G^l Bourgeois donne lecture de son rapport
sur le projet de loi tendant à rendre un hommage
national au Maréchal Joffre.

Adopté.

Crédits p.
la Défense nationale

M. Berger donne lecture de son avis sur
le projet de loi portant ouverture de crédits pour
la défense nationale.

Il indique que d'importantes questions se
trouvent engagées à l'occasion de ces crédits, en
particulier celle d'un type nouveau de division de
cavalerie, celle de la diminution du nombre des
chevaux dans les unités d'artillerie etc. et qu'il
conviendrait que la solution définitive de ces questions
se trouvât nettement réservée.

M. le Président - Je remercie M. Berger de son
très intéressant exposé. Il me paraît impossible de
modifier la composition de la division de cavalerie

sans amender le loi des cadres et effectifs.
Enfin, afin d'arriver tous d'accord à ce sujet,
nous pourrions charger M. Berger de le mettre
en rapport avec les derniers Comptes de la guerre et de
prendre tous renseignements utiles.

Il en est ainsi décidé.
Sur cette réserve, l'avis est adopté.

Sapeurs pompiers
de Paris

M. Berger donne lecture d'un rapport
tendant à l'adoption d'un projet de loi relatif
à l'avancement des sous-officiers des sapeurs-
pompiers de Paris.

adopté.

Militaires
atteints de tuberculose ouverte

M. le G^{al} Stuhl donne lecture d'un
rapport tendant à l'adoption du projet de loi
relatif aux Corps de longue durée à accorder aux
fonctionnaires civils et militaires atteints de tuber-
culose ouverte.

Il demande s'il ne paraît pas possible
d'admettre, sans modifier le texte voté par la
Chambre, que ce texte agisse rétroactivement.

M. Mauger - J'attire l'attention de la
Commission sur le danger que présenterait une
telle interprétation. D'autre part quelle sera,
si on l'admet, la situation faite aux militaires
réformés après sept ans. N'aurait-il pas droit à
indemnité?

M. Violet - La rétroactivité me paraît inadmissible. Toutes les lois s'appliquent rétroactivement au jour de leur promulgation (subsequent).

D'autre part le projet doit décider que les militaires non officiers ont droit à la solde et aux indemnités. Dequelles indemnités s'agit-il? Cela ne paraît pas inquiétant. Si les indemnités de logement entrent en ligne de compte, tous les fonctionnaires civils ne vont-ils pas réclamer?

M. le Président - Les militaires non officiers reçoivent leur traitement partie en argent, partie en nature. C'est seulement de la partie en nature, partie intégrante du traitement, qu'il s'agit dans le projet.

M. le Rapp - Il convient d'ajouter que toutes les lois sur les fonctionnaires victimes de la tuberculose ne sont que des mesures insuffisantes et qui doivent être provisoires. La vraie solution, c'est l'envoi des malades dans les sanatoria.

M. Manger - Il faudrait profiter du Conseil d'administration pour réviser les tuberculeux et les envoyer dans les sanatoria.

M. Violet - C'est bien difficile et a droit une atteinte grave à la liberté individuelle. J'ai tenté de faire quelque chose d'analogue en Algérie, et me suis heurté à de très grandes difficultés. En France c'est plus difficile encore.

M. Manger - D'ailleurs le gouvernement ne sau-

rait sur les précautions, pour lesquels le sanatorium peut être dangereux.

M. le Rapp — Je m'abonnerai avec les divers compétents du Ministère avant de déposer mon rapport.

Le rapport est adopté.

Séparation
de Rapports

M. Berger est désigné comme Rapporteur:
1° Du projet de loi ratifiant le Décret du 2 juillet 1930 relatif aux attributions de l'Office National du Combattant.

2° Du projet de loi modifiant l'art. 20 de la loi du 28 mars 28 sur les cadres et effectifs de l'armée.

La séance est levée à 16^h 10'.

6
Séance du mercredi 18 mars.

Présidence de M. Tebrun.

Présent: MM. Tebrun, Feuga, Et. & Leun,
Gaudaire,

Absents: MM. Hayez, Mauger

La séance est ouverte à 14^h 30

M. Berger, indisposé, ne pouvant se
rendre au Sénat pour donner lecture de ses rap-
ports, la séance est levée à 15^h.

Séance du mercredi 29 mars.

Présidence de M. Albert Lebrun.

Présents: MM. Lebrun, G^l Hirschauer, Berger,
G^l Bourgeois, Penancier, Jandaire, de Wendel,
G^l Thull, Le courtin, Viollette, Ferya,
A. L. Blois.

La séance est ouverte à 14^h 30

Office national
du combattant

M. Berger donne lecture de son rapport
tendant à l'adoption du projet de loi modifiant
l'art. 20 de la loi des cadres et effectifs (officiers
d'Etat major).

M. G^l Hirschauer — Il y a un déficit
important d'officiers subalternes dans l'Etat major.
Cela tient au fait que ces officiers, une fois brevetés,
ont fait leurs deux ans le commandement d'un
corps de troupe.

M. Viollette — Pourquoi, dans les conditions,
le projet prévoit-il tant d'officiers supérieurs à
mettre hors cadres? Il ne faudrait pas que cette
augmentation du nombre des officiers supérieurs
entraîne une augmentation du nombre des généraux,
pour assurer leur avancement.

M. le Président — Cette augmentation n'est pas
à craindre, elle nécessiterait une loi spéciale.

M. le g^d Steukl - L'augmentation du nombre des officiers supérieurs hors cadres va entraîner de nouveaux vides dans l'encadrement des troupes. Comment les combler-t-on?

M. le g^d Henchaux - Par les officiers qui sont actuellement dans les Etats majors et qui passeront dans la troupe. Il s'agit somme toute d'un simple chasse-croisé.

Le rapport est adopté.

Cour spéciale
de révision des sentences
des Conseils de guerre
—

M. Berger - Il avait été décidé que j'en mettrais en rapport avec M. Lisbonne, Rapporteur, à la Com. de législation, la proposition de loi tendant à créer une Cour spéciale chargée de la révision des sentences des Conseils de guerre du front - afin d'aboutir à une solution satisfaisante.

Je me suis acquitté de cette mission et nous sommes tombés d'accord, M. Lisbonne et moi, pour substituer à l'ancienne composition de la Cour (12 anciens combattants présidés par un Conseil de Cour de Cassation) une composition nouvelle qui serait la suivante : 8 membres, dont 3 anciens combattants, et 3 magistrats de la Cour d'Appel de Paris, parmi lesquels le Président, ayant voix prépondérante.

M. Viollette - Il est indispensable, si l'on veut que la Cour jouisse de l'autorité désirée, que les anciens combattants choisis comme

Juges présentent une compétence et les garanties suffisantes. Il faudrait exiger tout au moins qu'ils fussent licenciés en droit. On pourrait même décider qu'ils seraient pris obligatoirement parmi les magistrats anciens combattants.

M. le Président — Je dois rappeler une fois de plus qu'en cette affaire la Commission de l'Armée n'est saisie que pour avis. Elle ne peut donc modifier trop profondément le texte de la Ch. de Législation, Compétence au fond. Les modifications de fond ne peuvent intervenir qu'd'accord avec elle. Or il est indispensable d'aboutir. Evitons tout conflit avec la Ch. de Législation.

M. de Waradel — J'aurais cependant vu avec satisfaction les anciens combattants désignés pour faire partie de la Cour choisis parmi les magistrats anciens combattants. Ils ne risqueraient pas, à cette fin, d'être imbus de cette idée fautive et trop répandue que les Conseils de guerre ont été une juridiction impitoyable.

M. Viollette — Si les 3 anciens combattants sont recrutés au hasard, ~~car~~ ils ne tarderont pas à constituer une minorité systématiquement opposée à l'avis des autres juges, ainsi que cela se produit dans les cas des fonctionnaires détachés dans les Conseils de discipline. Au contraire avec des magistrats anciens combattants, ce danger sera évité et tous les avantages se trouveront réunis.

M. Penancier — Je ne dis pas non, mais il

importe de rester d'accord avec le Com de législation
et pour cela de ne pas s'éloigner du texte qui avait
été accepté par elle.

M. Violette — J'insiste en tout cas, pour
que les anciens combattants désignés soient choisis
parmi les anciens ou non et pour qu'ils ne
soient pas renouvelés périodiquement comme le
prévoyait le projet primitif.

Il en est ainsi décidé.

Sur cette réserve, le texte rédigé par M. Berger,
d'accord avec M. Liotume, est adopté.

M. le Président — Ainsi le Com de législation
déposera par l'intermédiaire de ses rapporteurs à Liotume,
un rapport supplémentaire. Puis M. Berger pourra
déposer un avis favorable au nom de la Com de l'Armée.

Orateur
& Rapporteurs
—

Sont désignés comme Rapporteurs:
M. de Wendel pour le projet de loi relatif à
l'application de l'art. 7 de la loi de recrutement.

^{M. Berger}
M. ~~de Wendel~~ pour le projet de loi portant
déclassement d'ouvrages fortifiés.

La séance est levée à 15^h 30

Séance du mercredi 20 mai

Présidence de M. Albert Lebrun

Présents : MM. Lebrun, Salbier, Viollette, Labat,
G^l Huhl, Chaumet, Landrieu, G^l Hirschauer

La séance ouverte à 15^h.

Designations
& Rapporteurs.

Sont désignés comme Rapporteurs :

M. Salbier pour le projet de loi approuvant le
anion de la Commune de Collioure des glaces du château
de classe.

M. Manger pour le projet portant : 1^o de
classement de fortifications; 2^o modifications
au tableau de classement des places de guerre.

M. le G^l Hirschauer pour le projet relatif aux
prix de l'épée d'honneur les chefs de services retirés.

M. Menimy pour le projet modifiant les
art. 40, 49 et 54 de la loi du 31 mars 28 relative
au recrutement de l'armée.

M. Manger pour le projet modifiant les
lois des 29 mars 1806 et 17 juillet 1819 (Surveil-
lance du Domaine Militaire).

M. Manger pour le projet de loi portant de
classement d'ouvrages fortifiés en Algérie,

M. Mauger pour le projet modifiant le loi
du 7 juillet 77 relative à l'organisation des services
hospitaliers de l'armée.

M. Talbier pour le projet autorisant la
suppression de l'hôpital mil^{re} de Perpignan.

M. Mauger pour le projet approuvant une
convention entre l'Etat et la ville de Grenoble pour
la cession de terrains de l'enceinte déclassée.

M. Mauger pour le projet portant déclassement
du Château de Montbeliard.

Agents de maîtrise
des établissements mil^{res}.

M. L'audier - Je voudrais entretenir la Com-
mission de deux questions.

D'abord en ce qui concerne les traitements des agents
de maîtrise des établissements militaires, nous avons
obtenu des promesses qui n'ont pas été tenues.

Il y a deux catégories de ces agents : les professionnels
et les non professionnels. Or tandis que les profes-
sionnels ont été augmentés de façon très considérable
(à 3000^f pour les chefs d'atelier) les autres le seraient
beaucoup moins (1000^f environ). Il en est de même
pour les contre-maîtres. Aussi souvenons-nous, mes amis,
de réclamer. Je demande à notre Président d'in-
tervenir au Ministère de la guerre pour éviter un déca-
lage excessif et très regrettable.

M. le Président - Quelle est la différence exacte
entre les professionnels et les non professionnels ?

M. Candier - Les premiers viennent de corps de métiers, (ajusteurs etc...) Ce sont des spécialistes qui ne travaillent que dans les ateliers. Les autres au contraire travaillent à la manutention.

M. le Président - Je m'entendrai avec vous sur les termes de l'intervention que vous désirez.

M. Candier - Je passe à la 2^e question. Ce bruit a couru à Bourges que des malfaçons auraient été constatées dans la réparation des canons de 105. J'ai été voir le général Girard, qui m'a déclaré qu'en effet certaines réparations avaient été faites selon des modes auxquels il faut remonter. Mais il a ajouté que cela s'était produit seulement dans la période, conséquence de certains préjugés du temps de guerre, imposés par les nécessités.

Les canons de 105 dont je viens de parler et qui avaient dû être réarmés, auraient été réparés en deux parties et - c'est au lieu de la grâce - recouverts d'une couche de peinture qui rendait cette réparation invisible. Des agents du contrôle auraient découvert la chose. Les officiers ont été très émus de ce fait. Renseignements pris, ils ont répondu par le Ministère que ces canons ne devaient servir qu'à l'instruction des recrues.

J'estime qu'on aurait dû faire disparaître les vestiges de ces fâcheux incidents, qui peuvent troubler l'esprit et nuire à la réputation des établissements Schneider. Je voudrais, Monsieur le Président, que vous interveniez également à ce sujet.

M. le Président - Comme vous le savez, il

17
existe dans l'armée des pièces dites "de
manœuvre", avec lesquelles il est interdit de
tirer. Les pièces en question ne seraient-elles pas de
cette catégorie?

M. Lander - Non, car en ce cas le peintre
ne devrait pas dissimuler la réparation.

M. Mauger - La question est d'autant
plus importante qu'il y a à Bourges, surtout dans
le milieu ouvrier, un état d'esprit spécial dont
il faut tenir compte.

La séance est levée à 15^h 30

Séance du jeudi 28 mai

Présidence de M. Albert Lebrun

Présents : MM. Lebrun, Mangin, Dalbiez, Berge, g^l Bonafant, Ch. d'Alsace, Fougère,
Excusé : M. le g^l Hirschauer.

La séance est ouverte à 18^h.

M. Mangin donne lecture de ses rapports sur :

Déclassement de
fortifications.

1^o Le projet de loi portant 1^o Déclassement de fortifications ; 2^o Modifications au tableau de déclassement des places de guerre ;

Déclassements
en Algérie

2^o Le projet portant déclassement d'ouvrages en Algérie.

Convention ville de
Grenoble.

3^o Le projet relatif à la Convention entre l'Etat et la ville de Grenoble pour le cession de terrains militaires ;

Déclassement château
de Montbéliard

4^o Le projet portant déclassement du château de Montbéliard ;

Services hospitaliers
de l'armée

5^o Le projet relatif à l'organisation des services hospitaliers de l'armée.

Surveillance du
domaine militaire

6^o Le projet modifiant la loi de 1866 et 1819 sur la surveillance du domaine militaire.

Les conclusions, favorables, sont adoptées.

8
M. Galbierz donne lecture de deux
rapports :

1^{er} sur le projet relatif à la suppression de
l'hôpital mil^{re} de Perpignan ;

2^e sur le projet autorisant la cession à la ville
de Collioure des glaciers du château.

Les conclusions, tendant au vote, sont adoptées.

M. le Président donne lecture d'un rapport
de M. le ^{g^{al}} Hirschauer sur le projet de loi relatif aux
croix de la Légion d'Honneur des chefs de musique
retraités.

Adopté.

La séance est levée à 18^h 30.

Séance du Jeudi 4 Juin.

Présidence de M. Albert Lebrun.

Présents: MM. Lebrun, Fauriol, Voilin, de Wendel, Messimy, Loubat.

La séance est ouverte: 14^h 30.

Modification des
articles 40, 49 et 64
de la loi de recrutement.

M. Messimy donne lecture de son rapport
sur le projet de loi relatif à la modification des art. 40,
49 et 64 de la loi de recrutement.

M. Messimy — J'ai quelques observations, d'ordre
confidentiel, à ajouter à la lecture de mon rapport.

Le projet est très important. Il réalise tout un remaniement de notre système de conscription. Volontairement, mon rapport n'accuse pas la gravité de la réforme; il est volontairement cotonneux et voilé... Mais j'ai posé au Ministère un questionnaire précis, à propos de chacun des articles modifiés, et voici les justifications qui m'ont été données:

article 40 — Cet article concerne le rappel des réservistes au cas de menace de guerre.

Dans la forme actuelle il permet le rappel des classes de la disponibilité, de tous les officiers de réserve et de certains sous-officiers. La modification proposée permettrait d'appeler tous les sous-officiers et tous les hommes de réserves appartenant aux formations chargées de la défense des frontières terrestres ou maritimes, de la D.C.A. et de la garde des voies de communication, quelle que soit leur classe. Le but est de parer à une incursion par voie aérienne.

rienne et aussi d'établir un barrage solide à quelques kilomètres de la frontière.

Tous les systèmes de renforcement de la couverture par la seule modification de la répartition des emplacements des troupes ont été reconnus insuffisants.

Je dois ajouter que mon expérience personnelle m'a permis de constater, alors que j'étais Ministre de la guerre, qu'il est impossible d'ordonner et de mener les rappels de réserves, sans mobilisation générale, avec les dispositions actuelles de l'art. 40.

La question se présente sous trois points de vue : point de vue militaire, pt de vue légal, pt de vue international.

a) Point de vue militaire - Le rappel uniforme des hommes de quelques classes est une formule ancienne, qui ne convient plus avec la multiplication actuelle des armes et services spéciaux.

Ainsi les unités automobiles de transport peuvent n'être que très faiblement représentées dans les contingents de l'active alors que les deux tiers de la cavalerie devront appartenir à l'active.

De plus la disponibilité ne comprend, comme officiers, que des sous-lieutenants et très peu de sous-officiers. L'extension de la possibilité d'appel à tous les sous-officiers se justifie d'autant mieux que le statut des sous-officiers tend de plus en plus à se rapprocher de celui des officiers.

b) Point de vue légal - Les dispositions de l'art. 40 diffèrent peu de celles de la loi de 1905 modifiée en 1913. Mais elles ont dû être modernisées en raison de la mise en application du service d'un an.

Les dispositions qui existaient en 1914, alors que de puissantes formations gardaient les frontières,

sont aujourd'hui insuffisants, et rendus plus insuffisants encore par l'importance actuelle des moyens automobiles et aériens. Le plus ou très grand nombre d'hommes, ayant servi pendant la guerre, sont aujourd'hui disparus de toute période de réserve.

En fait on ne pourrait plus actuellement, avec le texte de l'art. 40, faire, le cas échéant, un appel de réserves analogue à celui qui s'est réalisé en 1914.

c) Point de vue international. Il y a tout intérêt à faire connaître par un texte de loi les dispositions auxquelles nous pourrions avoir recours au cas d'agression. Il serait très dangereux de rester, à ce point de vue, dans l'équivoque. Le projet qui nous est soumis et qui est limité aux nécessités défensives est d'ailleurs en pleine conformité avec notre politique internationale pacifiste.

article 49. Son but est de mettre les formations chargées de la défense des frontières et de la défense contre avions en état d'agir, le cas échéant, sans aucun retard. Un entraînement est biennaire. Les périodes d'exercices légalement prévues sont insuffisantes. Le plus le matériel se transforme aujourd'hui avec une rapidité extrême. Le nouvel article 49 tend donc à multiplier les périodes en réduisant leur durée. La fréquence des périodes sera d'ailleurs fonction des besoins. En fait, leur espacement probable sera de 2 à 4 ans et leur durée de 4 à 6 jours.

On pourra objecter que les populations voisines des frontières vont se trouver, de ce fait, soumises à un régime exceptionnel et grevées d'une charge spéciale. Mais il est facile de répondre d'abord que le personnel affecté au temps de guerre aux ouvrages fortifiés n'est pas plus

explique que les autres, au contraire, et aussi que la fréquence des périodes imposées sera compensée, au moins en partie, par le fait que les appels les affecteront très à proximité de leur résidence et qu'ils seront très courts.

article 64 - Enfin l'article 64 vise les engagements de personnes non soumises aux obligations militaires. Les engagements pourront désormais être reçus dès le temps de paix. C'est une bonne chose, la guerre ayant démontré leur utilité.

En résumé le projet de loi va soumettre une partie de la population, celle qui se trouve aux abords des frontières, à un régime spécial au point de vue militaire, mais en prévoyant des facilités qui compensent, en grande partie, la charge supplémentaire ainsi imposée.

Cette façon de faire présentera deux avantages principaux: spécialiser les hommes en vue de la défense nationale, et aussi faire défendre les territoires en bordure des frontières par ceux là même qui y ont le plus directement intérêt.

J'ajoute que certaines compensations d'ordre pécuniaire pourront être également prévues au profit des réservistes visés par le projet de loi.

M. Voilin - Le grand inconvénient du projet c'est l'incertitude où il va mettre ~~l'opinion~~ les intéressés en ce qui concerne les dates des périodes qui leur seront imposées.

M. le G^{al} Bourgeois - Il est certain qu'en principe on pourra appeler les réservistes en question quand

on voudra. Mais, en fait, ils seront toujours criés à l'ordre, et pourront même, en cas de besoin, demander des suris. Le plus à oublier, pas qu'ils seront appelés pour un temps très court : quatre jours !

M. S. Wendel — C'est exact. Je crois que néanmoins l'octroi de quelques petits arantels pécuniaires ne serait pas inutile, ni injustifié.

M. Voilin — Certainement, car il y a, je le répète, le dommage causé aux intérêts par l'incertitude des dates d'appel.

Les différents articles du projet sont adoptés.

M. Messimy, Rapp — Une dernière observation. On va affecter des hommes des régions frontalières à la défense des fortifications. Or il y a dans ces régions pas mal d'Allemands naturalisés. Les services de recrutement auront, de ce fait, un choix délicat à réaliser. Il importera qu'ils soient toujours, comme ils le sont actuellement, tout à fait à hauteur de leur mission.

La séance est levée à 15^h 30

Séance de Vendredi 19 Juin

Présidence de M. Gaston Menier, Vice-Président
 Présents: MM. Gaston Menier, St. Rinscham,
 René Renoult, Carillon, Vollein, Fauzères, Toutat,
 Messimy, Lecourtier, Ch. de Blois, Berge, Jettstadt,
 Manger, Le Moigne, de Monti de Rézi, Fauze.

La séance est ouverte à 14^h 30

Condoléances

à M. René Renoult

M. le Président exprime, au nom de la Com.,
 ses condoléances à M. René Renoult au sujet
 du décès de M^{me} René Renoult

Démission
 de M. Albert Lebrun.

M. le Président donne lecture d'une
 lettre qui lui a été adressée par M. Albert Lebrun,
 Président de la Commission ^(élu Président du Sénat), et qui est ainsi conçue:

„Mon cher Collègue et ami,
 Je vous serai obligé de faire connaître à la
 Commission de l'Armée ma démission de Président
 et de membre de cette Commission.

Veuillez dire à vos collègues toute ma reconnaissance de l'amitié qu'ils m'ont si généreusement donnée depuis 1923, date à laquelle ils m'ont fait l'honneur de m'appeler à leur tête. Pendant ces neuf années de collaboration étroite, nous avons fait de notre mieux pour assurer les besoins de la défense nationale.

Soyez assuré que je garde de ces années le souvenir
le plus fidèle et croyez pour vous à l'assurance de
mes meilleurs sentiments

Signé: Albert Lebrun.

M. le Président - Je ne crois pas avoir besoin
d'insister, mes chers collègues, sur le rôle éminent
qu'a joué à la Commission de l'Armée M. Albert
Lebrun, au cours de années pendant lesquelles il en
a été le président.

Entre les graves questions dont la Commission
a été saisie ont été l'objet de ses préoccupations at-
tentives. Il me suffira de rappeler, parmi bien d'autres,
celle de l'organisation défensive de nos frontières et
aussi celle de l'hygiène des troupes, notamment
lors des grands froids qui avaient sévi dans le nord
de l'Est, il y a trois ans.

M. Albert Lebrun est un homme d'une for-
mation scientifique remarquable et d'un noble
caractère (Tout bien!) Je suis certain d'être l'in-
terprète de vous tous en lui exprimant les regrets et
la sympathie unanimes de la Commission. (Tout bien!)

déplacement des cadres.
(Extension de l'art. 8)

M. le g^{al} Herkl donne lecture d'un rapport
sur la proposition de loi, ad. par la Chambre, modifiant
la loi relative au déplacement et à l'avancement
des cadres.

M. le g^{al} Hirschauer - Il y a lieu de remarquer
qu'on avance plus vite dans certains grades de la
hiérarchie militaire que dans d'autres. Comme
quatre ans de grade sont exigés des bénéficiaires de

la proposition de loi, a sont les grades à accorder
celui qui se trouveront favorisés, notamment le
grade de Capitaine. Ceci d'ailleurs n'est pas une
critique, mais une simple observation.

Le rapport, formel, est adopté.

Dégagement des cadres
(art. 8. Prorogation)

M. le g^l Skuhl donne lecture d'un rapport
sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre, ten-
sant à proroger les dispositions de l'art. 8 de la loi
du 26 décembre 1925 sur le dégagement des cadres

M. Le Moigne - Je voudrais avoir l'assurance
que parmi les bénéficiaires de la proposition seront
les officiers, retraités avant la guerre, ayant servi des
années à la guerre, et ayant vu leur invalidité
portée à 85%.

M. le Rapp - Je me renseignerai à ce sujet
à faire préciser au Ministère. Au besoin une
proposition de loi complémentaire pourrait être déposée

Le rapport, formel, est adopté.

Recrutement
des officiers des g^{ds} Ecols
—

M. le g^l Hirschauer demande que le Ministère
de la Guerre soit entendu par la Commission au
sujet du projet de loi sur le recrutement des officiers
des grands Ecols.

Il en est ainsi décidé.

Election
du nouveau Président.

M. le Président - Quel jour la Commission
vient-elle se réunir pour procéder à l'élection du
nouveau Président?

J'ai l'honneur de déclarer que, pour moi-même, je ne
suis pas candidat.

La Commission décide de procéder à la nomi-
nation du nouveau Président mardi à 2^h 1/2.

Désignation
d'un Rapporteur.

M. Mauger est désigné comme Rapporteur
du projet de loi relatif à la création d'une section
autonome d'officiers de recrutement.

Sur Commission
de contrôle des crédits
à l'armée nationale

M. Mauger est désigné pour faire partie
de la sous-commission de la C.A. des Finances, chargée
du contrôle de l'emploi des crédits affectés à la défense
nationale.

Le séance est levée à 15^h 30.

Séance du mardi 23 juin

Présidence de M. Gaston Menier, Vice-Président.
 Prênt : MM. J. Menier, Mangin, Fagnier,
 Hayez, Violin, Coulat, 1^{er} Hirschauer, Fenge,
 Carillon, 1^{er} Bourgeois, Channet, Menimy,
 Delisse, 1^{er} Stuhl, Berge, Ch. d'Alsace, R. Renoult,
 de Wendel, Jorelet, Gaudaire, de Blois, de Kerser,
 Lecornier.

Excusé : M. de la Forge.

La séance est ouverte à 14^h 30.

Election
 du Président.

M. le Président — Nous sommes réunis
 pour désigner notre président en remplacement
 de M. Lebrun. Comme je l'ai déjà déclaré, je
 ne suis pas candidat. Quelqu'un demanderait-il le
 parole ?

M. le 1^{er} Stuhl — Soudainement beaucoup
 d'entre nous seraient qualifiés pour présider la
 Commission. Mais il me semble que l'un de nous
 est particulièrement qualifié : c'est le 1^{er} Hirschauer.
 Sans doute il y a le 1^{er} Bourgeois ; mais il est déjà
 président de la Commission de l'air ; de même
 M. Menimy a des titres éminents ; mais il est président
 de la C^o des Colonies. M. René Renoult a participé
 à nos travaux avec une grande distinction. Mais
 il me semble, je le répète, que les titres de M. le 1^{er} Hirsch-
 auer priment tous les autres.

M. Chaumet - J'ai une très grande admiration pour le g^l Hirschauer. Mais nous avons, en M. Messimy, un ancien Ministre de la Guerre, qui réunit les titres civils et les titres militaires les plus appréciés. Et demandez à la Commission de lui donner ses suffrages.

M. le g^l Bonfais - J'appuie la proposition de M. Chaumet en faveur de M. Messimy. Une trop ancienne amitié me lie au g^l Hirschauer pour que personne puisse voir là une attitude peu cordiale à son égard. Mais je reconnais que M. Messimy, ancien Ministre de la Guerre, qui connaît en cette qualité de heures triomphales, présente des titres particulièrement éminents.

M. le g^l Hirschauer - Je ne m'attendais pas à voir ma candidature aussi nettement posée par M. le g^l Huth. Je ne serais pas candidat, si un certain nombre d'entre nous ne m'avaient pas demandé de l'être. Quoiqu'il en soit, il est essentiel qu'après le vote, quel qu'il soit, aucune ombre ne subsiste entre M. Messimy et moi. J'ai été son collaborateur, et j'appuie à ses côtés toutes ses qualités.

J'ai, pour ma part, quelques titres à faire valoir. Je suis sorti en tête d'une promotion de l'école de guerre; j'ai eu pendant la guerre des commandements importants. Et m'en rends compte de la décision de mes collègues.

M. Pierre Berger - J'aurais sans doute quelques titres à proposer pour ma candidature, mais si un effort doit être fait en faveur de g^l Hirschauer.

M. Messimy - Je tiens à assurer le g^l Hirschauer que rien ne subsistera, après l'élection, de cette compétition toute courtoise et amicale.

Il est procédé au vote, qui donne les résultats suivants :

Votants ... 24
M. Messimy ... 13 voix
M. Hirschauer ... 11 voix

M. Messimy ayant obtenu la majorité absolue des suffrages est proclamé élu.

M. Messimy - Je vous remercie, mes chers collègues, de l'honneur que vous m'avez de me faire, et dont je sens à la fois tout le prix et tout le poids.

Il n'est pas sans quelque appréhension que l'on peut s'asseoir au fauteuil où m'ont précédé des hommes tels que de Freycinet, Clemenceau, Boudinot, Albert Lebrun.

Je m'efforcerai de me montrer digne de votre confiance. Le Conseil de l'armée du Sénat, un seul vote : remplir. Elle étudie avec un soin minutieux tous les projets et propositions qui lui viennent de la Chambre, et il n'est pas excessif d'affirmer qu'un très grand nombre d'entre eux ont besoin de retouches.

D'autre part, elle doit contrôler, d'une façon discrète, mais permanente et attentive, tout ce qui concerne la défense nationale. Ce devoir est peut-être le plus important à une époque où la France doit éviter de faire figure de puissance militariste et où cependant une France désarmée serait, selon une expression fort heureuse, "une tentation et une proie".

Peu de projets figurent actuellement à votre ordre du jour. L'un des plus délicats a pour rapporteur mon ancien collaborateur et mon ancien chef, mon ami le général Hirschauer. C'est le projet relatif au recrutement

des grands Euls. Nous l'examinerons encore, s'il y a lieu, après en avoir consulté avec l'Etat-major général, avec la seule préoccupation qu'il faut à la tête de notre corps d'officiers une élite intellectuelle.

Merci à nouveau, mes chers collègues, et travaillons ensemble de tout cœur pour la grandeur de la France et de son armée (vifs appls).

M. le g^l Stuhl fait connaître qu'on a pu connaître le renseignement demandé, au cours de la dernière séance, par M. L. Moigne, au sujet de l'application des dispositions du projet modifiant l'art. 8 de la loi de déplacement des cadres aux officiers retraités ayant repris du service après la guerre, le Ministère de la Guerre a fait une réponse affirmative.

Autonomie
du Recrutement

M. Maugre donne lecture de son rapport sur la proposition de loi relative à la création d'une section autonome des officiers du service du Recrutement. Le rapport est adopté.

La séance est levée à 15^h 10'.

Séance du mercredi 1^{er} juillet.

Présidence de M. Messimy.

Présents MM. Messimy, G^l Huhl, Loubin,
Bourgeois, Faugères, Gaudaire, Feuga, A^l Blois,
Berger, Mangin, Hayez, Lucillon, Chammet,
de Lafrange.

La séance est ouverte à 14^h 30

Crisis

pour l'organisation défensive
des frontières

À la Présidence — Le Gouvernement a demandé aux Chambres, avant la séparation, l'adoption d'un projet de loi relatif au financement du programme d'organisation défensive des frontières.

Le projet a été renvoyé à la C^o des Finances. J'ai cru devoir demander sur la C^o de l'Armée qu'il fut laissé pour avis, bien qu'il s'agisse essentiellement non de décisions à prendre au point de vue technique, mais d'engagement de dépenses. Il importe, en effet, que la C^o de l'Armée soit mise au courant de cette importante question et qu'elle soit, par le fait, renseignée sur le marche des travaux.

J'ai prié le G^l Bourgeois de préparer un rapport, l'avis de la C^o de l'Armée, convaincu que nos ratifications de désignation comme rapporteur (Amont)

Voyage dans
les frontières de l'E. et du N.

J'aurai peut-être pu m'en entendre avec le G^l Gamelin, Chef d'Etat Major G^l pour l'organisation d'une visite des travaux sur le terrain. Le voyage, sur lequel je reviendrais tout à l'heure, paraît s'effectuer

en fin septembre. Il comportera une visite de la frontière, de Strasbourg à Longwy par Metz.

M. l'Adm. Blois - Ne pourrions nous pas visiter aussi la frontière du Nord?

M. l'Président - M. Hayer en a déjà parlé. Sur cette partie de la frontière, les travaux présentent non pas moins de nécessité, mais moins d'urgence. Ils commenceront en Août prochain, par le fort de Rème et s'effectueront en 3 étapes. Nous pourrions visiter cette partie de la frontière soit aussitôt après celle de l'Est, soit l'année prochaine.

M. le 1^{er} Bourgeois donne lecture d'un avis favorable à l'adoption du projet de loi.

M. Kaudin - J'ai l'honneur de faire remarquer que le Ministère de Guerre ne nous a jamais mis au courant de cette question de fortifications. Nous ignorons complètement ce qu'il en est.

M. P. Berger - Gardon. Une sous-commission, qui comprend le Président de la Commission, le 1^{er} Président et moi, a été nommée pour examiner l'état d'avancement des travaux. Nous avons fait plusieurs visites sur les lieux et les comptes rendus les plus complets ont été faits à la Com. Rien n'a été négligé pour en faire un bon et utile instrument de travail, le Com. fut tenu au courant.

M. Kaudin - Depuis un an et demi que je suis à la Com, je n'ai entendu parler de rien.

M. Berger - Jusqu'ici, c'était surtout le Comité des Finances qui était compétent. Mais nous avons eu sous les yeux les plans des travaux projetés, et maintenant nous allons avoir à en suivre l'exécution.

M. le Président - Annonciement. Et je veillerai à ce que, dans toutes ces questions d'urgence, la Commission ait un droit de regard continu.

M. Hagez - Il y a 18 mois, le Ministre de la Guerre et le général Weygand sont venus visiter la frontière de Nord. Il n'y avait alors aucun travail d'entretien. Il tenait vraiment temps que l'on s'en préoccupât.

M. le Président - L'été dernier, avant son funèbre départ, j'avais proposé au Comité un voyage sur la frontière pour le mois de Septembre nous pourrions prolonger ce voyage jusqu'à Dunkerque. J'ajoute qu'hier le Chef d'Etat Major général en la Chancellerie sur les travaux sur la frontière de Nord commenceront le 1^{er} août prochain.

M. Hagez - Il y a aussi la question des inondations dans la région de Dunkerque et de Calais, qu'il ne faut pas perdre de vue.

M. le Comte de Blois - En 1926, j'ai attiré l'attention du Comité sur l'intérêt qu'il y aurait à reprendre ^(l'étude) le système d'inondations déjà prévu par l'ambassadeur et qui doit constituer un plan d'ensemble.

M. le Président — Le programme du voyage projeté comprendrait deux conférences, l'une d'intérêt surtout technique au départ, l'autre technique à Metz. Le voyage pourrait durer 3 jours pour l'est et 2 jours pour le Nord.

Convocation
du Rapp. du budget
de la guerre aux
séances de la C^{te}
de l'Armée

M. Mangin — Je sais l'occasion de l'ébat actuel pour déclarer un fois de plus qu'en ce matière de fortifications et d'armement la C^{te} des Finances ne devrait jamais être saisie que pour avis, au plus d'un financier, le rapport sur le fonds revenant à la C^{te} de l'Armée.

M. Landon — Je n'ai rien à dire à cela.

M. le Président — Il n'est pas souhaitable, j'en suis sûr, de troubler un conflit entre Commissions, et tout donné surtout que les Com. techniques sont toujours consultés pour avis. Mais nous pourrions faire après j'ai vu faire naguère à la Chambre : le Rapporteur du budget de la guerre de la C^{te} des Finances était antérieurement convoqué : toutes les réunions de la Commission de l'Armée lorsque il ne faisait pas partie de cette Commission. Nous pourrions agir de même. Ce serait là une liaison utile entre les deux Commissions.

Il en est ainsi décidé.

L'avis de M. le Général Bourgeois est adopté.
Le principe d'un voyage effectif sur les frontières en fin septembre est adopté.

Déclaration
de fortifications

M. Mangin — Le Ministère de la guerre insiste pour que soit rapporté et voté avant les vacances le projet de loi n° 433 portant déclaration

de fortifications et modifications au
tableau de classement des places de guerre.
Dois-je déposer mon rapport?

M. le Président - Le projet intérieur est
très considérable de fortifications. Nous ne
pouvons l'adopter sans avoir obtenu du Ministère
toutes les justifications nécessaires. Demandez les,
et nous rapporterons l'affaire à la rentrée (Approbation)

Le Lion est lué : 15" 15'

12/ 79
Séance du mercredi 25 Novembre

Présidence de M. Messimy

Présents: MM. Messimy, St Hirschauer,
R. Renault, J. Menier, Catat, Teunissen, de La
frange, de Wendel, d'Harcourt, Chaumet,
Berger, Carillon, Hayez, Landier, Daniel Vincent,
Mauger, Mahieu, Cl. de Blois, Voilain.

Excusé: M. Penancier

La séance est ouverte à 15 heures.

Voyage de la Commission
sur les frontières.

M. le Président fait distribuer aux mem-
bres présents un memento du voyage effectué,
par la Commission, du 28 Septembre au 3 octobre
derniers, sur les frontières de N-Est et de Nord où
les travaux de fortification sont actuellement en cours.
Ce memento a été établi par l'Etat Major général
de l'armée.

M. le Président exprime le regret que ce me-
mento ait été établi, volontairement d'ailleurs,
sous une forme par trop sommaire. Il pourra
néanmoins préciser utilement les souvenirs des
commissaires ayant participé au voyage.

M. le Président rappelle les étapes principales
du voyage - le Rhin, les Vosges, région Metz-Thion-
ville, région Mézières - le Quesnoy et Forêt de Raismes,
région de Villers et de Dunkerque - et en particulier
la confiance faite par le général Gamelin, Chef
d'Etat Major général de l'armée, aux Quatre-Vents
(Paul ouest et de arald), sur les principaux Directeurs

admis pour l'exécution des travaux en cours et
sur l'organisation générale de la couverture.

Il rappelle aussi la participation de M. le Pré-
sident Lubron au voyage, au cours des deuxième
et troisième journées et son très intéressant et
très vivant exposé, fait à Longwy, sur la protection
de notre bassin minier du fer.

M. le Président - Je dois dire que, si sur le
front Nord Est, nous avons constaté l'exécution de
travaux très importants, très efficaces et très rapidement
réalisés, par contre sur le front Nord nous n'avons
après que des préparatifs.

Nos collègues de la région de Nord ne l'ont demandé
d'interroger le Ministre de la Guerre sur ses intentions
en ce qui concerne cette dernière partie du front.

Il y a lieu d'observer tout d'abord que, grâce
à notre intervention récente, ce n'est plus vingt deux
ouvrages qui sont situés derrière Maubeuge,
mais cinq seulement. Sur les ouvrages de la partie
S., N. et N.O. seront maintenus et améliorés.

Ainsi pour la frontière Nord, la défense s'ef-
fermerait à droite sur Maubeuge. La ligne de
défense comprendrait la forêt et la vallée de Raismes.
Il y aurait là en somme une vaste région fortifiée.
Les crédits prévus sont de 25 millions d'abord, mais
le Ministre a l'intention d'augmenter cette dotation
en utilisant certains autres crédits.

Dans le secteur Aisne, qui est celui de
Lille, on est dès l'abord frappé par l'accumula-
tion de constructions et de la population. L'agglomération
Lille - Roubaix - Tourcoing étant contiguë
à la frontière ne peut être protégée efficacement.
Faut-il construire, en arrière, des fortifications?

Le Ministre et l'Etat major estiment qu'il vaut mieux grouper les forces mobiles de fortification et pièces, le cas échéant, le transport de la ligne de défense en avant de Roubaix - Vill. Douvring, c.à.d. sur le territoire belge.

Ceci pose la question de nos rapports militaires avec la Belgique.

Il y avait eu, en ces dernières années, quelque relâchement de la relations de notre Etat major avec l'Etat major belge. Mais il semble que notre Etat major soit maintenant décidé à reprendre les conversations avec les Belges pour l'organisation d'une défense commune et que 'un accord soit dès à présent acquis, aux termes duquel, si les Allemands pénétraient en Belgique, la ligne de défense franco-belge serait portée sur l'Escaut. En outre, nous nous porterions au secours des Belges sur la Meuse. Les Belges ont voté un premier crédit de 120 millions pour la remise en état des forts de Liège et de Namur. C'est tout - fait insuffisant. Les Flamands ont fait réduire le crédit primitif qui était beaucoup plus élevé. Il semble cependant qu'un nouveau crédit de 210 millions doit bien être voté au cours de 1932.

Il n'en est pas moins fort intéressant que la filière soit renouée avec l'Etat major belge.

Enfin dans la lecture entre Villhet et la mer aucune défense permanente n'est prévue. La région de Mont des Ketz pourrait se prêter à des travaux de fortification. D'autre part les inondations peuvent être tendues dans cette région.

Il y a lieu de rappeler, à titre documentaire, combien la Commission a admiré le remarquable de-

relèvement économique du port d'Anvers

En résumé, le voyage de la Commission a été très instructif. Elle a pu constater de visu le magnifique effort réalisé par notre Génie militaire, et son impression peut se résumer en un sentiment de satisfaction et de reconnaissance envers ceux qui se sont voués complètement à la tâche qui leur a été confiée. (Arrêt unanime)

M. Hayez - Qu'il ne soit permis d'insister sur un point capital. Nous ne pouvons pas oublier que c'est de la région du Nord que tout nos mines de charbon et que rien n'a encore été fait pour les protéger.

M. le Président - Evidemment la Commission doit demeurer attentive sur cette question. La région du Nord représente 80% de nos charbonnages et possède une population très dense. Mais convient-il de demander au Parlement des crédits nouveaux pour fortifier cette région? Il semble que cela doit dépendre de nos rapports avec la Belgique.

M. Hayez - Au cours du voyage la Commission avait été unanime à estimer qu'il fallait demander au moins 600 millions de plus

M. le Président - Sans doute. Mais la rupture des relations avec l'Etat-major belge a-t-elle pas un fait nouveau qui peut modifier cette manière de voir?

M. Hayez - Les milieux militaires belges considèrent que les crédits votés en Belgique sont

tout à fait insuffisants. D'autre part il est toujours très dangereux de se fier à ses voisins.

M. Berge - Dans l'ordre d'urgence des travaux de fortifications, le plan adopté était le suivant : La Lorraine d'abord, puis la frontière italienne, puis la frontière du Nord. Les représentants du Nord se sont inquiétés et ils n'ont, semble-t-il, pas tout. Finalement, quant à moi, sur la question des frontières est venue et indiscutable. Il y a certainement un effort à faire sur la frontière Nord. Faisons-le. N'oublions pas que le Nord paie un dixième ou un neuvième de nos impôts.

M. L. Cl. de Blois - Je voudrais ajouter une petite précision. C'est en 1926 que j'ai commencé à attirer l'attention de la Commission sur la frontière du Nord. Aujourd'hui les Belges se décident à faire un petit effort. Mais c'est insuffisant. De plus qui dit que le Gouvernement belge ne changera pas ? Si cela arrivait, la collaboration avec l'Etat major belge peut, du jour au lendemain, devenir impossible. Une organisation défensive suffisante est indispensable sur le front Nord. Elle est possible. Il y a des massifs forestiers et des rivières jusqu'à l'Est de Lille. A l'Ouest, il y a la possibilité des inondations d'eau de mer, qui sont beaucoup moins nocives qu'on ne le croyait jusqu'ici, ou même des inondations d'eau douce.

Quel que soit le système adopté, il faut aboutir à un projet précis.

M. Mahieu, Rapp. du Budget de la Guerre
et de la Défense — Cette question est, peut-on
dire, d'une cruelle actualité. La Belgique
est incapable de répondre du lendemain. Les
Flamings sont puissants et ils vont jusqu'à
soutenir le principe de leur autonomie avec une
armée indépendante. Nos voisins font bien
nous voir interdire un jour l'accès de l'Escaut.
Ils ont un grand danger, d'autant plus sérieux
que la propagande flammingante prend un carac-
tère antifrançais.

Il faut établir un plan de défense et ne
pas hésiter à demander des crédits. Il faut améliorer
les forts de Namur et si l'on veut qu'ils soient
autre chose que de simples magasins. La fort.
de Raismy n'a aucun point d'appui sérieux.
On a rendu les trois forts qui commandent les écla-
tes utilisables pour les troupes. Seuls les
inondations de Dour et de Namur sont organisées.

Pour conclure, il faut organiser la défense de
la frontière Nord en admettant la possibilité d'une
carence de la Belgique.

M. le général Hirschauer — Un mot au sujet
de la frontière Nord-Est. Le grand danger est
une attaque brusquée. Or si notre défense sur
le N.-E. est solide, les Allemands hésiteront. Ils
se porteront plutôt sur la frontière Nord et ce sera
un temps précieux de gagné.

Les travaux actuellement réalisés sont
remarquables, parfaits peut-on dire. Mais une
fortification est une chose morte si elle ne renferme
pas une garnison et une garnison adéquate.

Et il faut que cette garnison soit, dès le temps de paix, sur place. Ce sera un peu pour le temps, comme via de garnison, les hommes seront pris pour rendre cette via moins pénible.

Sur la frontière Nord, il y a actuellement Manteuffel. Ces ouvrages anciens en maçonnerie ordinaire sont sans intérêt. Par contre, ceux qui sont modernisés par une couche de béton tiennent très bien le coup.

Ceci dit, je partage tout à fait l'avis de M. Meunier sur le concours éventuel de l'armée belge. On ne peut pas y compter. Toutefois, comme, en cas d'attaque par le Nord, il y aurait du temps gagné, la organisation de défense mobile pourrait jouer un grand rôle.

M. Carillon — J'ai déjà dit nettement au Chef d'Etat major général ce que je pense de l'insuffisance de son plan de défense pour la frontière du Nord. Il a déclaré : " Sur le Nord, on manœvrera ". Ce n'est pas rassurant pour les populations.

D'autre part la question des inondations par eau de mer ne m'inquiète nullement. L'eau de mer n'a jamais empêché les cultures. Ce qui est inquiétant, c'est la possibilité — avec les moyens de transport actuels, en particulier les autos — d'une attaque brusquée aussi bien sur le Nord que sur l'Est.

On nous a dit, il est vrai, que les Belges auront une ligne de défense dans leur pays. Je n'ai pas grande confiance d. cette protection en raison de l'attitude des Flamands.

La Belgique avait prévu un crédit de 1200 millions pour les fortifications. Le crédit voté et tombé à 150 millions.

Il se pose pour la Belgique une question de trésorerie, aidons la, prêtions lui les crédits nécessaires.

Quant à l'abandon systématique de la région Lille - Roubaix - Tourcoing, il constituerait, à mon sens, une véritable folie.

Les populations du Nord, qui voient sans cesse croître les milliards à la Défense à l'Est, s'inquiètent de constater qu'on ne fait rien pour le Nord, qui a subi tant d'invasions.

M. le Président - En résumé, si je comprend bien, la Commission me donne mandat d'intervenir auprès des pouvoirs publics pour obtenir sur notre frontière du Nord l'établissement de travaux fortifiés constituant tout au moins des "murs", et cela sans attacher une importance excessive à une collaboration possible de nos voisins. (Acclamation unanime)

Je m'acquitterai de cette mission.

Désignation
de Rapporteurs.

La Commission désigne comme rapporteurs:
1° Du projet de loi portant cession de la ville de Boulogne de fortifications déclarées: M. Carillon

2° Du projet de loi ayant pour but de modifier l'art. 49 de la loi du 3 juillet 77 sur les réquisitions militaires: M. Louis Besnard.

3^e Projet de loi tendant à modifier et compléter la loi du 28 mars 1928 relative à la constitution des cadres et effectifs : S^r Hirschauer.

4^e Projet de loi modifiant la loi du 15 mars 1882 sur l'administration de l'armée : M. Berger

déclassement
d'ouvrages fortifiés.

M. Mauger donne lecture de son rapport sur le projet de loi portant déclassement d'ouvrages fortifiés et modifiant la liste de classement.

La séance est levée : 16^h 45'

Séance du Jeudi 10 décembre

Présidence de M. Messimy

Présents: MM. Messimy, J. Hirschauer, Stuhl,
Dalliez, R. Besnard, J. Menier, J. Vincent, Tauger,
J. Lecomte, J. Delch, Dupuy, Ch. de Lussan, Loubat,
J. Caproni, J. Andrieu, Fougère, P. Berge, Chaumet.

MM. Henry Bérenger, Président de la Com. des Aff. Ext.
Eccard, membre de cette Com. et Ministre, Rapport. de budget
de la guerre de la Com. des Finances, assistant. La séance

La séance est ouverte à 14^h 30.

Exposé
de M. le G^l Bourgeois
et de M. Eccard
sur les armements
de l'Allemagne.

Le Commissionnaire entend un exposé de
M. Eccard sur le budget militaire allemand
et le projet de haute trahison et un exposé de M. le
G^l Bourgeois sur les armements allemands.

(Vois le compte rendu sténographique.)

Désignations
d'un Rapporteur

M. le G^l Bourgeois est désigné comme Rapporteur
1^{er} Du projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant
la loi du 31 mars 1928 sur le Recrutement de l'armée,
(art. 7 et divers).

2^o Du projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant l'art. 51
de la loi du 31 mars 1928 sur le Recrutement de l'armée.

La séance est levée à 16^h.

LE SÉNAT

Les armements allemands

La commission de l'armée a tenu hier, sous la présidence de M. Messimy, une réunion à laquelle assistait M. Henry Bérenger, président de la commission des affaires étrangères. L'ordre du jour portait des communications du général Bourgeois et de M. Eccard sur les armements allemands.

Après que M. Messimy et M. Henry Bérenger eurent marqué la nécessité actuelle pour les deux commissions de l'armée et des affaires étrangères de travailler en liaison constante et dans une entière communauté de vues, M. Eccard prit la parole.

Le sénateur du Bas-Rhin a fait un exposé détaillé des multiples budgets militaires de l'Allemagne, tant budgets du Reich que budgets des différents pays de l'Empire, budgets dont le total approche de 10 milliards de francs, soit plus du double du budget de la Reichswehr proprement dite.

Il a en outre donné des indications du plus haut intérêt, d'une part sur le budget de propagande de l'Allemagne à l'étranger, dont le chiffre atteint plusieurs centaines de millions de francs, d'autre part sur les récents procès de haute trahison intentés de l'autre côté du Rhin aux écrivains et journalistes qui, animés d'une ferme volonté de paix, ont cherché à renseigner l'opinion sur la réalité et l'étendue des dépenses et des efforts faits secrètement par l'Allemagne pour développer ses armements.

A son tour, le général Bourgeois rappelant ses précédentes interventions à la tribune du Sénat, a précisé quelles avaient été depuis trois ans les augmentations d'effectifs et de matériel des deux « armées-cadres » qu'entretient l'Allemagne : la Reichswehr et la Schutzpolizei.

Comme M. Eccard, le général Bourgeois a souligné les manquements aux prescriptions du traité de Versailles, qui se sont multipliés depuis la suppression des commissions de contrôle militaire.

Après ces deux communications, un échange de vues a eu lieu, auquel ont pris part le général Hirschauer, le comte de Leusse, le général Stuhl, MM. Victor Dalbiez, de la Grange, Paul Feuga et les deux conférenciers.

La commission de l'armée a donné mandat à son président de se joindre au président de la commission des affaires étrangères pour porter les communications du général Bourgeois et de M. Eccard à la connaissance du gouvernement.

Séance de Mercredi 16 décembre

Commissions
des Affaires Etrangères et de l'Armée réunies.

Présidence de M. Henry Bérenger
 et de M. le g^{ral} Mesimy.

Présents : MM. H. Bérenger, Mesimy, Lémery,
 L. Hubert, M^{re} Ordinaire, Millerand, A. Lecomte,
 A. Wendel, de Candemont, Landier, Eccard, Hayer,
 Ct S' Alsace, Puis, G^l Hirschauer, J^{re} Stuhl, Bom-
 pard, Ct S' Harcourt, Chaumet, Lecourtois, Marcel
 Maisant, Bignon, Labrousse, Mauger, Loubat,
 Amiaud, Mollard, F. Merlon, Viollette, Desjardins

La séance est ouverte à 15 heures.